

CONSEIL COMMUNAL DU 26 AVRIL 2018  
GEMEENTERAAD VAN 26 APRIL 2018

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Georges Pollet, *Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad* ;  
Pierre Muylle, *Bourgmestre f.f./Wvd Burgemeester* ;  
Ali Ince, Christian Beoziere, Jeanine Joannes-Wouters, Eliane Lepoivre-Daels, Fatiha Saidi, Martine Raets, Mohamed Ridouane Chahid, *Echevin(e)s/Schepenen* ;  
Joseph Corten, Ingrid Haelvoet, Marc Bondu, Alain Vander Elst, Pascal Freson, Rachid Chikhi, Belma Tek, Margriet Hubrechts, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Fabienne Derome, Sabrina Cornu, Firyan Kaplan, Housini Chairi, Latifa Benallal, Nicole Lepage, Guy Evraert, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Dominique Clajot, *Echevin(e)/Schepen* ;  
Rudi Vervoort, Guy Vanhengel, Mohamed Kheddoumi, Martine Empain, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Katrien Debeuckelaere, *Président du CPAS, siégeant avec voix consultative en application des articles 103 de la Nouvelle Loi Communale et 28§4 de la loi organique des CPAS/Voorzitter van het OCMW, zetelend met raadgevende stem in toepassing van de artikels 103 van de Nieuwe Gemeentewet en 28§4 van de organieke wet op de OCMW's*.

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Madame Firyan Kaplan, conseillère communale, déclare avoir démissionné du parti DÉFI et dorénavant siéger comme indépendante au conseil communal.

**SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT**

26.04.2018/A/0001 **Participation du citoyen dans la vie communale.**

Madame Despina KANELLOU est invitée à s'exprimer en ce qui concerne la demande de soutien à l'octroi aux résidents non belges du droit de vote aux élections régionales de Bruxelles-Capitale.

Madame Despina Kanellou donne lecture du texte suivant :

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Communal d'EVERE,

en conformité avec l'Ordonnance du 20 juillet 2006 sur le droit d'interpellation des habitants d'une commune (article 89 bis) et le Règlement d'ordre intérieur du conseil communal (articles 59, 60, 61), j'ai le plaisir d'introduire la présente demande

d'interpellation à votre attention.

Il s'agit concrètement de demander le soutien des autorités communales d'EVERE par rapport à l'appel lancé par un mouvement citoyen visant à octroyer le droit de vote aux élections de la Région Bruxelles-Capitale à tous les résidents bruxellois non belges.

Le mouvement citoyen en question, que je représente ici, est apolitique et constitué spontanément, à l'initiative d'une centaine de résidents bruxellois, originaires d'un pays de l'Union européenne ou hors de l'Union européenne. Ce mouvement a lancé, donc, le 7 février 2018, le Manifesto "Un Brusselleir Un Vote", en vue d'obtenir l'octroi du droit de vote en question.

Certains observateurs objecteront, certes, que cette demande est incohérente par rapport au très faible taux de participation des bruxellois non belges aux élections communales (en moyenne 14%). Ce droit est effectivement octroyé depuis les élections communales de 2000 aux résidents européens et depuis 2006 aux résidents non européens. Les résidents concernés d'EVERE, bien qu'ils constituent le quart de la population de la commune (13,8% européens et 11,9% non européens), ils enregistrent un des taux les plus faibles de participation (10,27% pour les européens et 14,41% pour les non européens) de toutes les communes bruxelloises !

Par ailleurs, certains autres observateurs objecteront, aussi, que cette demande n'est pas relative à un sujet d'intérêt communal, comme d'une part, le droit de vote qu'elle vise concerne un autre niveau de pouvoir, celui de la Région, et de l'autre, ce droit ne peut être accordé que par un troisième niveau de pouvoir, le Fédéral.

Or, en réalité, l'octroi du droit de vote aux élections régionales aura très probablement des retombées fort positives, dont notamment :

a) il renforcera, par la dynamique d'un nouveau droit, la sensibilisation des résidents non belges à l'exercice de cet acte basique de la citoyenneté active, qu'est le vote aux élections communales et régionales, espérons-le. En effet, plusieurs de ces résidents ignorent qu'ils ont le droit de voter aux élections communales!

b) les résidents non belges se sentiront plus motivés d'agir comme de citoyens actifs aux élections communales, aussi, comme ils se sentiront reconnus et appréciés par l'Etat d'accueil, qu'est pour eux la Belgique. En effet, de manière générale, l'étranger qui vient s'installer à un nouvel environnement a, plutôt, tendance de s'enfermer et être, par peur, minimaliste à toute manifestation d'ouverture et de participation à la vie sociale locale.

c) l'implication, par le vote, des résidents non belges à la gouvernance régionale est cohérent avec la tendance de renforcement des compétences régionales en Belgique :

à titre d'exemple, 53 nouvelles compétences ont été transférées du niveau Fédéral aux Régions, lors de la dernière réforme de l'Etat, en 2014. Dès lors, Si le législateur a, déjà, jugé opportun d'accorder aux résidents non belges le droit de vote aux élections communales, en vue de leur meilleure participation à la vie locale, ne serait-il pas, aussi, opportun d'étendre ce droit aux élections régionales, comme les compétences

régionales affectent de plus en plus la vie quotidienne de ces résidents?

Ainsi, au vu des différents éléments exposés qui concernent une très grosse proportion de la population éveroise, nous souhaiterions savoir si vous soutenez les points suivants :

1. l'adoption par le conseil communal de EVERE d'une résolution favorable au droit de vote de tous les résidents de la Région Bruxelles-Capitale pour les élections régionales du 26 mai 2019;
2. l'adoption par le gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale d'une résolution favorable au droit de vote de tous les résidents de cette région pour les élections régionales du 26 mai 2019;
3. le dépôt dans les plus brefs délais d'un projet de loi à la Chambre pour accorder le droit de vote à tous les résidents de la Région Bruxelles-Capitale pour les élections régionales du 26 mai 2019 par le gouvernement de Charles Michel et les parlementaires belges.

Nous sommes convaincus qu'un engagement de votre part en direction de l'ouverture d'un nouveau droit pour près de la moitié des Everois (et indirectement pour le tiers des Bruxellois) serait un signal fort qui renforcerait la légitimation de notre Commune auprès de tous ses habitants.

Pour le Mouvement #1bru1vote

---

### **Deelname van de burger aan het gemeentelven.**

Mevrouw Despina KANELLOU wordt uitgenodigd zich uit te drukken betreffende de toekenning aan niet belgische inwoners om stemrecht te bekomen tijdens de regionale verkiezingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Après que Madame Despina Kanellou ait donné lecture du texte de son interpellation citoyenne, Monsieur Pierre Muylle, bourgmestre f.f., donne lecture du texte repris ci-dessous.

### **Proposition de motion demandant l'octroi aux résidents non belges du droit de vote aux élections régionales**

Vu les articles 10 et 11 de la Constitution;

Vu l'interpellation citoyenne adressée aux autorités communales d'Evere en date du 17 avril 2018 et fixée au Conseil communal de ce jeudi 26 avril 2018 et au texte de laquelle la présente motion renvoie;

Entendu, en Conseil communal, les citoyens dans le développement de leur interpellation;

Vu l'intérêt politique important que porte le sujet de cette interpellation citoyenne;

Vu la légitimité de la demande de soutien réclamée par le mouvement citoyen apolitique **#1bru1vote** ou « **Un Brusseleir Un vote** » au travers de cette pétition;

## Le Conseil Communal d'Evere :

- Se déclare favorable au droit de vote de tous les résidents de la Région de Bruxelles-Capitale pour les élections régionales de 2019.
- Apporte son soutien au Manifeste « Un Brusseloir Un Vote » adopté par le mouvement citoyen **#1Bru1Vote**.

Demande au Parlement de la Région Bruxelles-Capitale de se prononcer en faveur du droit de vote aux élections régionales étendu à tous les résidents non belges.

Une discussion sur la forme via laquelle le texte de projet de motion a été transmise aux chefs de groupe et aux autres conseillers ainsi que sur la question si le vote sur le rajout de ce point doit être couplé avec celui sur d'autres points complémentaires s'en suit.

Monsieur G. Pollet, Président, demande conformément à l'article 97 de la nouvelle loi communale l'accord du conseil pour l'ajout de trois points complémentaires à l'ordre du jour, à savoir :

- Proposition de motion demandant l'octroi aux résidents non belges du droit de vote aux élections régionales. L'ajout de ce point n'obtient pas l'accord des 2/3 des conseillers présents (17 voix pour, 3 voix contre et 8 abstentions)
- Fixation des conditions d'un marché de travaux pour la construction de l'extension de l'école Everheide. L'ajout de ce point obtient l'accord des 2/3 des conseillers présents. (24 voix pour et 4 abstentions) à savoir : mesdames et messieurs : Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Lepoivre-Daels, Saidi, Raets, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Chikhi, Tek, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Derome, Cornu, Kaplan, Benallal, Lepage, Evraert.
- Motion quant à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics communaux éverois et à l'établissement d'un « cadastre communal ». L'ajout de ce point n'obtient pas l'accord des 2/3 des conseillers présents (11 voix pour et 17 voix contre)

De heer G. Pollet, Voorzitter, vraagt overeenkomstig het artikel 97 van de nieuwe gemeentewet het akkoord van de gemeenteraad voor de toevoeging van drie bijkomende punten aan de agenda, te weten :

- Voorstel van motie betreffende de toekenning aan niet belgische inwoners om stemrecht te bekommen tijdens de regionale verkiezingen. De toevoeging van dit punt bekomt niet de 2/3<sup>de</sup> meerderheid van de aanwezige raadsleden. (17 stemmen voor, 3 stemmen tegen en 8 onthoudingen)
- Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van werken voor het bouwen van de uitbreiding van de school Everheide. De toevoeging van dit punt bekomt de 2/3<sup>de</sup> meerderheid van de aanwezige raadsleden, te weten de dames en heren : Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Lepoivre-Daels, Saidi, Raets, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Chikhi, Tek, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Derome, Cornu, Kaplan, Benallal, Lepage, Evraert.
- Motie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en de voordelen van de Everse gemeentelijke openbare mandatarissen en de opstelling van een "gemeentelijk kadaster". De toevoeging van dit punt bekomt niet de 2/3<sup>de</sup> meerderheid van de aanwezige raadsleden. (11 stemmen voor en 17 stemmen tegen)

M. Georges Pollet, président du conseil communal, clôt le débat sur l'interpellation citoyenne.

De heer Georges Pollet, voorzitter van de gemeenteraad, sluit hierbij het debat van de burgerinterpellatie.

26.04.2018/A/0002 **SIBELGAZ / IBE / IBG - Retrait et mandat spécial octroyé à l'assemblée générale extraordinaire.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu les participations de la commune d'Evere dans Sibelgaz, association chargée de mission ayant son siège social à l'avenue de l'Astronomie 13, 1210 Saint-Josse-ten-Noode, et dans les intercommunales IBE et IBG, ayant toutes deux leur siège social à l'avenue de l'Astronomie 13, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode;

Vu, en ce qui concerne IBE et IBG, la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales et en particulier l'article 9 qui dispose que toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, doit faire l'objet d'une délibération et d'une décision des conseils communaux;

Vu le décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale en ce qui concerne Sibelgaz, et en particulier l'article 44 qui dispose que le Conseil communal désigne parmi ses membres un représentant pour l'assemblée générale et établit son mandat pour chaque assemblée générale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les statuts de Sibelgaz, et en particulier l'article 49 qui prévoit que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de Sibelgaz de plein droit le 1er juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise;

Vu les statuts d'IBE et d'IBG, et en particulier leur article 9, E, qui disposent que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de IBE et de IBG de plein droit le 1er juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise, sauf si, avant cette date, elles ont exprimé le souhait de rester membre;

Considérant qu'IBE, IBG et Sibelgaz seront soumis à des réorganisations dans le cadre de restructurations au sein du secteur flamand de la distribution, en ce compris des modifications statutaires qui légitiment le fait d'avancer la date de retrait anticipé, mentionnée ci-dessus, de la commune d'Evere, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale; qu'ainsi, la décision de retrait de Sibelgaz lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018 devra avoir un effet immédiat; que le retrait d'IBE et d'IBG devra prendre effet au 31 décembre 2018;

#### **1. Sibelgaz**

Vu les réorganisations envisagées, en ce compris une modification statutaire qui avance la date de retrait anticipé de Sibelgaz de la commune d'Evere, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale, en vue d'un retrait avec effet immédiat lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018, sur base de l'article 603, alinéa 1, du décret flamand sur l'administration locale du 22 décembre 2017;

Considérant que ce point est à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de Sibelgaz qui se tiendra le 26 juin 2018; que l'agenda est libellé comme suit:

*"modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale en un retrait avec entrée en vigueur immédiat au 26 juin 2018";*

Vu les pièces de documentation produites par le conseil d'administration de Sibelgaz, en ce compris le rapport circonstancié accompagnant les propositions mentionnées;

## **2. IBE**

Vu les réorganisations envisagées, en ce compris une modification statutaire qui avance la date de retrait anticipé d'IBE de la commune d'Evere, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, à un retrait avec effet au 31 décembre 2018, conformément à l'article 8 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Considérant que ce point est à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de IBE qui se tiendra le 26 juin 2018, sous le libellé suivant:

*"modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale vers un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au délai déterminé à l'article 9, B des statuts",* ensemble avec une série d'autres points qui n'intéressent pas la commune d'Evere, ni les autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale, soit parce qu'ils n'entraînent aucune obligation supplémentaire ni diminution de leurs droits, soit parce qu'ils concernent une période postérieure à leur retrait;

Considérant que bien que la commune d'Evere votera sur ces points lors de l'assemblée générale extraordinaire, ces points ne requièrent aucune délibération ou décision de ce conseil communal, vu qu'ils ne touchent pas aux droits et obligations de la commune d'Evere;

Vu les pièces de documentation produites par le conseil d'administration de IBE, en ce compris le rapport circonstancié accompagnant les propositions mentionnées;

## **3. IBG**

Vu les restructurations envisagées, en ce compris une modification statutaire qui avance la date de retrait anticipé d'IBG de la commune d'Evere, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, à un retrait avec effet au 31 décembre 2018, conformément à l'article 8 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Considérant que ce point est à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de IBG qui se tiendra le 26 juin 2018, sous le libellé suivant:

*"modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale vers un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au délai déterminé à l'article 9, B des statuts",* ensemble avec une série d'autres points qui n'intéressent pas la commune d'Evere, ni les autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale soit parce qu'ils n'entraînent aucune obligation supplémentaire ou une diminution de leurs droits, soit parce qu'ils concernent une période postérieure à leur retrait;

Considérant que bien que la commune d'Evere votera sur ces points lors de l'assemblée

générale extraordinaire, ces points ne requièrent aucune délibération ou décision de ce conseil communal, vu qu'ils ne touchent pas aux droits et obligations de la commune d'Evere;

Vu les pièces de documentation produites par le conseil d'administration d'IBG, en ce compris le rapport circonstancié accompagnant les propositions mentionnées;

Sur proposition du Collège du Bourgmestre et des Echevins,

**DECIDE :**

Article 1:

De donner son accord à la modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale de Sibelgaz en un retrait avec effet immédiat au 26 juin 2018 et de demander à l'assemblée générale extraordinaire de Sibelgaz d'approuver cette modification de la date de retrait anticipé.

Article 2:

De donner son accord à la modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale d'IBE en un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au terme déterminé à l'article 9, B des statuts, et de demander à l'assemblée générale extraordinaire d'IBE d'approuver cette modification de la date de retrait anticipé.

Article 3:

De donner son accord à la modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale d'IBG en un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au terme déterminé à l'article 9, B des statuts, et de demander à l'assemblée générale extraordinaire d'IBG d'approuver cette modification de la date de retrait anticipé.

Article 4:

De donner son accord pour nommer Madame Martine Raets en tant que mandataire aux fins de représenter la commune d'Evere aux assemblées générales extraordinaires de Sibelgaz, IBE et IBG le 26 juin 2018 et de voter sur tous les points à l'ordre du jour de ces assemblées générales extraordinaires.

Article 5:

De confier au Collège du bourgmestre et des échevins l'exécution de cette décision, en ce compris une délégation plus large des pouvoirs spéciaux octroyés par cette décision.

Article 6:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**SIBELGAS / IBE / IBG - Uittreding en bijzonder mandaat buitengewone algemene vergadering.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de deelnemingen van de gemeente Evere in Sibelgas, opdrachthoudende vereniging met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node, en in de intercommunales IBE en IBG, beide met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales voor wat betreft IBE en IBG, en in het bijzonder artikel 9 dat vereist dat iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt het voorwerp moet zijn van een beraadslaging in en beslissing van de gemeenteraden;

Gelet op het Decreet intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001 voor wat betreft Sibelgas, en in het bijzonder artikel 44 dat bepaalt dat de gemeenteraad een vertegenwoordiger in de algemene vergadering aanstelt uit haar leden en diens mandaat voor elke algemene vergadering vaststelt;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van Sibelgas, en in het bijzonder artikel 49 dat bepaalt dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit Sibelgas zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is;

Gelet op de statuten van IBE en IBG, en in het bijzonder telkens artikel 9, E, die bepalen dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit IBE, respectievelijk IBG zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is, behalve indien zij voor die datum de wens hebben uitgedrukt om lid te blijven;

Overwegende dat IBE, IBG en Sibelgas hervormingen zullen ondergaan die passen in herstructureringen binnen de Vlaamse distributiesector, met inbegrip van statutenwijzigingen die rechtvaardigen om de hierboven vermelde vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Evere, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas te vervroegen naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, en uit IBE en IBG naar een uittreding met ingang op 31 december 2018;

#### **1. Sibelgas**

Gelet op de geplande hervormingen, met inbegrip van een statutenwijziging die de vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Evere, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas vervroegt naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, op basis van artikel 603, lid 1 van het Decreet Lokaal Bestuur;

Overwegende dat dit punt op de dagorde staat van de buitengewone algemene vergadering van Sibelgas die zal gehouden worden op 26 juni 2018. De agenda luidt als volgt:

*"wijziging vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in een uittreding met onmiddellijke ingang op 26 juni 2018";*



Gelet op de documentatiestukken uitgewerkt door de Raad van Bestuur van Sibelgas, daarin begrepen het omstandig verslag bij de vermelde voorstellen;

## 2. IBE

Gelet op de geplande hervormingen, met inbegrip van een statutenwijziging die de vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Evere, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit IBE vervroegt naar een uittreding met ingang van 31 december 2018, conform artikel 8 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Overwegende dat dit punt op de dagorde staat van de buitengewone algemene vergadering van IBE die zal gehouden worden op 26 juni 2018 als volgt:

*"wijziging vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten"*, tezamen met een aantal andere punten die de gemeente Evere, evenals de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aanbelangen omdat zij ofwel geen bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten met zich meebrengen, ofwel aangezien zij betrekking hebben op de periode na hun uittreding.

Overwegende dat alhoewel de gemeente Evere op de buitengewone algemene vergadering over deze punten zal stemmen, deze punten geen beraadslaging of beslissing van deze gemeenteraad vereisen, aangezien deze de rechten en plichten van de gemeente Evere niet raken;

Gelet op de documentatiestukken uitgewerkt door de Raad van Bestuur van IBE, daarin begrepen het omstandig verslag bij de vermelde voorstellen;

## 3. IBG

Gelet op de geplande hervormingen, met inbegrip van een statutenwijziging die de vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Evere, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit IBG vervroegt naar een uittreding met ingang van 31 december 2018, conform artikel 8 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Overwegende dat dit punt op de dagorde staat van de buitengewone algemene vergadering van IBG die zal gehouden worden op 26 juni 2018 als volgt:

*"wijziging vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten"*, tezamen met een aantal andere punten die de gemeente Evere, evenals de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aanbelangen omdat zij ofwel geen bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten met zich meebrengen, ofwel aangezien zij betrekking hebben op de periode na hun uittreding.

Overwegende dat alhoewel de gemeente Evere op de buitengewone algemene vergadering over deze punten zal stemmen, deze punten geen beraadslaging of beslissing van deze gemeenteraad vereisen, aangezien deze de rechten en plichten van de gemeente Evere niet raken;

Gelet op de documentatiestukken uitgewerkt door de Raad van Bestuur van IBG, daarin begrepen het omstandig verslag bij de vermelde voorstellen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Haar goedkeuring te verlenen aan de wijziging van de vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit Sibelgas in een uittreding met onmiddellijke ingang op 26 juni 2018 en de buitengewone algemene vergadering van Sibelgas te verzoeken in te stemmen met deze wijziging van de vervroegde uittredingsdatum.

Artikel 2 :

Haar goedkeuring te verlenen aan de wijziging van de vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit IBE in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten en de buitengewone algemene vergadering van IBE te verzoeken in te stemmen met deze wijziging van de vervroegde uittredingsdatum.

Artikel 3 :

Haar goedkeuring te verlenen aan de wijziging van de vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit IBG in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten en de buitengewone algemene vergadering van IBG te verzoeken in te stemmen met deze wijziging van de vervroegde uittredingsdatum.

Artikel 4 :

Haar goedkeuring te verlenen om Mevrouw Martine Raets als mandataris aan te stellen teneinde de gemeente Evere te vertegenwoordigen op de buitengewone algemene vergaderingen van Sibelgas, IBE, IBG op 26 juni 2018 en te stemmen op alle punten van de dagorde van die buitengewone algemene vergaderingen.

Artikel 5 :

Het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van dit besluit, met inbegrip van een verdere delegatie van de bijzondere machtiging verleend bij dit besluit.

Artikel 6 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

26.04.2018/A/0003 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 30 mars 2018 de Monsieur David Cordonnier, Conseiller communal. "La diminution de contrôle d'identités abusifs au faciès et à l'expérimentation de l'attestation de contrôle**

## **d'identité en vue de lutter contre le sentiment de contrôles abusifs au faciès."**

Vu les articles 10 et 11 de la Constitution;

Vu le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 34 de Loi du 5 août 1992 relative à la fonction de police stipulant que « *Les fonctionnaires de police contrôlent l'identité de toute personne qui est privée de sa liberté ou qui a commis un fait passible d'une sanction administrative ou pénale. Ils peuvent contrôler l'identité de toute personne s'ils ont des motifs raisonnables de croire, en fonction de son comportement, d'indices matériels ou de circonstances de temps et de lieu, qu'elle est recherchée, qu'elle a tenté de commettre une infraction ou se prépare à la commettre, qu'elle pourrait troubler l'ordre public ou qu'elle l'a troublé.*»;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;

Considérant que toute forme de profilage ethnique est illégale au regard du droit international en ce qu'elle contrevient aux garanties établies par la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale qui lie tous les États Membres de l'Union Européenne;

Vu que, selon la recommandation de politique générale n° 11 faite à la Belgique par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe suite à sa visite en Belgique en septembre 2015, l'utilisation par la police de motifs comme la race, la couleur, la langue, la religion, la nationalité ou l'origine nationale ou ethnique dans des activités de surveillance, de contrôle ou d'investigation ne peut quasiment jamais se justifier en dehors du cas où la police intervient sur la base d'une description d'un suspect avec des effets limités dans le temps;

Considérant l'examen périodique de la Belgique en 2016 par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies recommandant de « procéder à une évaluation du recours au profilage ethnique par les forces de l'ordre » ;

Vu qu'en 1988 déjà, une enquête réalisée sur le territoire de la Ville de Bruxelles montre que la police contrôle plus les quartiers à forte population immigrée et plus les jeunes de moins de 25 ans;

Considérant les témoignages de sentiment de contrôles abusifs ou de contrôles d'identité au faciès;

Considérant l'étude-action commandée par la ZP 5344 à Unia sur l'impact des briefings des agents de terrain sur le profilage ethnique lors de contrôles d'identité;

Considérant les efforts de la ZP 5344 pour inclure un volet diversité dans sa politique de recrutement;

Considérant les mesures mises en place par la Commune et par la ZP 5344 pour rapprocher les citoyen.ne.s des forces de l'ordre;

Considérant les efforts de formation du personnel de la ZP 5344 en ce compris sur les

matières liées à la diversité;

Vu le nombre important de plaintes introduites chaque année concernant les contrôles d'identité (plus ou moins 250 pour la ZP 5344) et considérant la probabilité que ce chiffre puisse être plus élevé vu qu'un nombre important de personnes ne connaissent pas les procédures pour signaler un contrôle jugé abusif;

Considérant la remise au citoyen contrôlé par l'agent de police d'une attestation (dont une copie est gardée par chaque partie) lors de chaque contrôle reprenant l'identité de la personne contrôlée, le matricule de l'agent de police contrôlant et le motif du contrôle d'identité, pourrait être un outil de lutte contre les contrôles d'identités abusifs ou au faciès et un outil d'évaluation du recours au profilage ethnique par les forces de l'ordre;

Vu que, selon la circulaire du 2 février 1993 relative à la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les policiers doivent pouvoir expliciter à leur hiérarchie la raison policière qui fonde un contrôle d'identité;

Considérant les expériences de l'introduction de l'attestation de contrôle d'identité au Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles), en Espagne (Communes de Fuenlabrada et de Girona) et en Hongrie (Communes de Szeged et de Kaposvar) ayant permis de diminuer le nombre de contrôles d'identité et d'augmenter le nombre de d'infractions résolues et permettant de renouer un lien de confiance entre les citoyens et leur police;

Vu les éléments développés dans l'ouvrage : Thierry Marchal-Beck et Laurianne Deniaud, *Contrôle au faciès : comment en finir ?*, Paris, Ed. Les Petits Matins, 2012;

Vu les déclarations dans la presse (La Capitale, 19 mai 2016, p. 5) du chef de zone de la ZP 5344, le Commissaire-Divisionnaire Frédéric Dauphin, relatives à l'attestation de contrôle d'identité : « *nous y réfléchissons mais je suis favorable à ça. Car cela me dérange en tant que démocrate qu'une personne dans l'espace public se fasse contrôler quatre fois en un jour* »;

Considérant les auditions effectuées par le Conseil communal d'Evere sur la question des contrôles d'identité au faciès et du profilage ethniques lors de contrôles d'identité en vertu de l'article 34 de la loi relative à la fonction de police;

Le Conseil Communal d'Evere :

- Demande à la Zone de Police (ZP) 5344 d'introduire l'attestation de contrôle d'identité dans ses procédures à titre expérimental;
- Demande aux membres éverois du Conseil de Police de la ZP 5344 de déposer et soutenir une motion demandant d'expérimenter l'attestation de contrôle d'identité;
- Demande au Collège des Bourgmestre et échevins de proposer de soutenir l'expérimentation de l'attestation de contrôle d'identité aux Communes membres de la ZP 5344;
- Demande au Bourgmestre de soutenir l'expérimentation de l'attestation de

contrôle d'identité au sein du Collège de police de la ZP 5344;

- Demande de suivre et d'évaluer de manière indépendante et scientifique l'implémentation de l'attestation de contrôle d'identité après une période significative;
- Demande à la ZP 5344 d'effectuer régulièrement un rapport sur l'intégration de pratiques liées à la prise de conscience par les agents de la ZP à l'égard des thématiques liées à la diversité plus particulièrement sur la question des contrôles d'identité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 23 votes positifs, 5 abstentions.

---

**Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 30 maart 2018 van de Heer David Cordonnier, Gemeenteraadslid. “De vermindering van het gevoel van onrechtmatige identiteitscontroles op basis van het gelaatstype en het uitproberen van het identiteitscontroleattest met het oog op de strijd tegen het gevoel van onrechtmatige controles op basis van het gelaatstype.”**

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Grondwet;

Gelet op paragraaf 1 van artikel 34 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, waarin het volgende is bepaald: “*De politieambtenaren controleren de identiteit van ieder persoon wiens vrijheid wordt benomen of die een feit strafbaar met een administratieve of strafrechtelijke sanctie heeft gepleegd. Zij kunnen eveneens de identiteit controleren van ieder persoon indien zij, op grond van zijn gedragingen, materiële aanwijzingen of omstandigheden van tijd of plaats redelijke gronden hebben om te denken dat hij wordt opgespoord, dat hij heeft gepoogd of zich voorbereidt om een misdrijf te plegen of dat hij de openbare orde zou kunnen verstoren of heeft verstoord*”;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Overwegende dat elke vorm van etnisch profileren illegaal is in het licht van het internationaal recht, omdat het de garanties schendt die zijn vastgesteld in het Internationaal verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie, dat alle lidstaten van de Europese Unie bindt;

Gelet op het feit dat, volgens de Algemene beleidsaanbeveling nr. 11, gedaan aan België door de Commissaris voor de Mensenrechten bij de Raad van Europa na zijn bezoek aan België in september 2015, het gebruik door de politie van criteria zoals ras, kleur, taal, religie, nationaliteit of nationale of etnische afkomst bij controle-, surveillance- of onderzoeksactiviteiten bijna nooit kan worden gerechtvaardigd buiten de gevallen waarin de politie optreedt op basis van een beschrijving van een verdachte met effecten die in de tijd zijn beperkt;

Overwegende het periodiek onderzoek van België door de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties in 2016, waarin wordt aanbevolen om het gebruik van etnisch

profileren door de ordediensten te evalueren;

Gelet op het feit dat al in 1988 een onderzoek uitgevoerd op het grondgebied van Brussel-Stad heeft aangetoond dat de politie de wijken met een grote immigrantenbevolking en jongeren onder de 25 jaar meer controleert;

Overwegende de getuigenissen over het gevoel van onrechtmatige controles of identiteitscontroles op basis van het gelaatstype;

Overwegende de studie-actie besteld door de Politiezone (PZ) 5344 bij Unia over de impact van briefings van terreinambtenaren over etnisch profileren tijdens identiteitscontroles;

Overwegende de inspanningen van de PZ 5344 om een onderdeel diversiteit op te nemen in zijn aanwervingsbeleid;

Overwegende de maatregelen ingesteld door de gemeente en de PZ 5344 om de burgers dichter bij de ordediensten te brengen;

Overwegende de opleidingsinspanningen van het personeel van de PZ 5344, onder meer inzake onderwerpen in verband met diversiteit;

Gelet op het grote aantal klachten dat jaarlijks wordt ingediend betreffende de identiteitscontroles (ongeveer 250 voor de PZ 5344) en overwegende de waarschijnlijkheid dat dit cijfer hoger zou kunnen liggen aangezien een groot aantal personen niet op de hoogte is van de procedures om een als onrechtmatig beoordeelde controle te signaleren;

Overwegende dat de overhandiging aan de gecontroleerde burger, door de politieambtenaar, van een attest (waarvan een kopie wordt bewaard door elke partij) tijdens elke controle met daarop de identiteit van de gecontroleerde persoon, het stamnummer van de controlerende politieambtenaar en de reden voor de identiteitscontrole, een instrument zou kunnen zijn in de strijd tegen onrechtmatige identiteitscontroles of controles op basis van het gelaatstype en een evaluatie-instrument van het gebruik van etnische profilering door de ordediensten;

Gelet op het feit dat, volgens de omzendbrief van 2 februari 1993 met betrekking tot de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, de politieambtenaren de politieke reden waarop een identiteitscontrole is gebaseerd, moeten kunnen uitleggen aan hun hiërarchische meerderen;

Overwegende de ervaringen met de invoering van het identiteitscontroleattest in het Verenigd Koninkrijk (Engeland en Wales), in Spanje (gemeentes Fuenlabrada en Girona) en in Hongarije (gemeentes Szeged en Kaposvar), die het mogelijk heeft gemaakt om het aantal identiteitscontroles te verminderen en meer misdrijven op te lossen en om de vertrouwensband tussen de burgers en hun politie te herstellen;

Gelet op de elementen uiteengezet in het werk van Thierry Marchal-Beck en Laurianne Deniaud, *Contrôle au faciès : comment en finir ?*, Paris, Ed. Les Petits Matins, 2012;

Gelet op de verklaringen in de pers (La Capitale van 19 mei 2016, p. 5) van de

zonechef van de PZ 5344, hoofdcommissaris Frédéric Dauphin, betreffende het identiteitscontroleattest: “*Wij denken erover na, maar ik ben voorstander. Want het stoort mij, als democraat, dat een persoon in de openbare ruimte vier keer op een dag wordt gecontroleerd*”;

Overwegende de hoorzittingen uitgevoerd door de gemeenteraad van Evere over de kwestie van de identiteitscontroles op basis van het gelaatstype en het etnisch profileren tijdens identiteitscontroles krachtens artikel 34 van de wet op het politieambt;

De gemeenteraad van Evere:

- Vraagt aan de Politiezone (PZ) 5344 om het identiteitscontroleattest op te nemen in zijn procedures en dit bij wijze van experiment;
- Vraagt aan de Everse leden van de Politieraad van de PZ 5344 om een motie met het verzoek om het identiteitscontroleattest uit te proberen in te dienen en te steunen;
- Vraagt aan het college van burgemeester en schepenen om aan de gemeenten die lid zijn van de PZ 5344 voor te stellen om het uitproberen van het identiteitscontroleattest te steunen;
- Vraagt aan de burgemeester om het uitproberen van het identiteitscontroleattest te steunen binnen het Politiecollege van de PZ 5344;
- Vraagt om de invoering van het identiteitscontroleattest op te volgen en op onafhankelijke en wetenschappelijke wijze te evalueren na een significante periode;
- Vraagt aan de PZ 5344 om regelmatig een verslag op te stellen over de integratie van de praktijken inzake de bewustmaking van de ambtenaren van de PZ met betrekking tot onderwerpen in verband met diversiteit en meer in het bijzonder de kwestie van de identiteitscontroles.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

## **SECRETARIAT DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS - SECRETARIAAT VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN**

26.04.2018/A/0004 **Proposition quant à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics communaux éverois et à l'établissement d'un « cadastre communal »**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que les règles de publicité des rémunérations des mandataires communaux

sont, à ce jour, régies par l'ordonnance du 12 janvier 2006 *sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois* ;

Que le 24 janvier 2018 a été publiée l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 *sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois*. A l'exception de l'article 11 (cf. infra), d'application immédiate, ce texte entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2018 ;

Qu'à cette même date, l'ordonnance du 12 janvier 2006 sera en tout abrogée et les règles existantes remplacées par celles prévues par la nouvelle ordonnance ;

Qu'en matière de publicité, les obligations des communes bruxelloises sont précisées aux articles 7 et 11 de la nouvelle ordonnance ;

Que les élus et mandataires de Commune d'Evere souhaitent établir un cadastre des mandats qui soit transparent, clair et facilement accessible à tout citoyen ;

Que les élus et mandataires de la Commune d'Evere souhaitent prendre une décision de transparence d'effectivité immédiate, sans attendre la fin de la mandature ;

### **1 – Quant à la publication d'un rapport annuel**

Considérant que l'article 7 de l'ordonnance de 2006, tel que modifié par l'article 11 de l'ordonnance de 2017, prévoit que le collège des bourgmestre et échevins publie en 2018 un rapport annuel comprenant les éléments suivants :

- Un relevé détaillé des présences en réunion, des rémunérations et avantages de toute nature, frais de représentation octroyés à ses mandataires publics (y compris toute réduction opérée sur ces rémunérations et avantages de toute nature en vertu d'une disposition légale ou réglementaire) ;
- Une liste de tous les voyages auxquels chacun de ses mandataires publics a participé dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ;
- Un inventaire de tous les marchés publics conclus par la commune en précisant pour chaque marché les bénéficiaires et les montants engagés ;

Que ce rapport, à établir dans les 3 mois de la fin de l'année civile concernée, devra être publié sur le site internet de la commune, au plus tard le 30 juin 2018 ;

Qu'après l'entrée en vigueur de l'ordonnance de 2017, soit au 1<sup>er</sup> décembre 2018, cette obligation incombera au secrétaire communal pour les bourgmestres, échevins et conseillers communaux et que ce rapport devra être publié dans les 6 mois de la fin de chaque année civile et devra compiler, outre les éléments déjà indiqués ci-dessus, la liste des subsides octroyés par la commune (destinataires et montants concernés) ;

Que ce rapport devra être annexé aux comptes des communes, publié sur le site internet et transmis à l'autorité de contrôle (art 7, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance de 2017).

### **2 – Quant à la publication d'une déclaration faite par les bourgmestres et les échevins**

Considérant que la nouvelle ordonnance impose une déclaration qui, à compter de



l'entrée en vigueur de l'ordonnance, devra être faite par les bourgmestres et échevins pour le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard de chaque année ;

Que cette déclaration devra reprendre les éléments suivants :

- la liste de leurs mandats,
- les fonctions et fonctions dérivées (définis dans l'ordonnance à l'art. 3),
- les rémunérations et avantages de toute nature y afférents (+ fiches fiscales),
- la liste des autres activités exercées à titre privé, en ce compris celles exercées en société,
- les rémunérations perçues à cette occasion (à ce titre, une déclaration de revenus par tranches est prévue) ;

Que cette déclaration devra faire l'objet d'une publication sur le site internet de la commune (art. 7, § 2, de l'ordonnance de 2017) et ce, facilement accessible (sous forme d'onglet sur le site, par exemple) ;

Que les modalités de fixation d'un modèle de rapport annuel et de déclarations ainsi que toutes les règles relatives aux mentions à y faire figurer doivent encore être déterminées par arrêtés du Gouvernement bruxellois non publiés à ce jour ;

Que, pour autant, la volonté politique est que les obligations contenues dans l'ordonnance de 2017 soit à Evere d'application immédiate et au plus tard au 30 juin 2018 ;

### **3 – Quant à la publication d'une déclaration faite par les Conseillers communaux**

Vu que les Conseillers communaux ne sont pas soumis à l'obligation de déclaration annuelle prévue à l'article 7, § 2, de l'ordonnance de 2017 qui ne s'applique qu'aux Bourgmestre et Echevins ;

Que les rémunérations, avantages de toute nature ainsi que tous frais de représentations doivent pour autant apparaître dans le rapport annuel prévu aux articles 7, §1<sup>er</sup>, et 11 de l'ordonnance de 2017, rapport qui est publié sur le site internet ;

Que cette obligation de publication ne concerne pour autant que les rémunérations, avantages et frais perçus en qualité de conseiller communal, uniquement et non pour des mandats publics ou parapublics autres ;

Que l'intention politique est de dépasser le cadre imposé par la nouvelle ordonnance de 2017 en procédant à la publication d'un cadastre des mandats portant sur l'ensemble des mandats exercés par les conseillers communaux, tant les mandats dits communaux suite à une désignation par le Conseil communal d'Evere que ceux exercés par eux dans des structures publiques ou parapublics autres, en ce compris les rémunérations avantages et défraiements y associés ;

Que la nouvelle ordonnance de 2017 à cet égard n'impose pas que soit publiée une liste des autres activités exercées à titre privé par les Conseillers communaux et qu'il ne relève pas de l'intention politique d'aller au-delà de ce que prévoit la nouvelle ordonnance, cette imposition ne sera dès lors pas d'application aux Conseillers communaux.

**4 – Quant à la publication d'une déclaration faite par les mandataires ou représentants politiques de la Commune qui ne sont pas conseillers communaux mais, pour autant, désignés par le Conseil communal**

Considérant que la nouvelle ordonnance de 2017 n'évoque nullement les mandats qui sont attribués par la Commune, dans des organismes publics ou assimilés, à des personnes qui ne sont pas membres du conseil communal ;

Que celles-ci ne sont dès lors pas visées ni par les obligations de publication des ordonnances « transparence des rémunérations » de 2006 ni par celles de 2017;

Que, pour autant, la volonté politique est de prévoir la publication sur le site internet officiel de la Commune d'un cadastre complet des mandats communaux exercés par ces personnes non membres du Conseil communal mais désignés par celui-ci, en ce compris les éventuelles rémunérations y afférentes.

**5 – Quant aux contenu et formes de la publication**

Vu que le tableau ci-annexé clarifie la situation et que la présente décision s'y réfère totalement;

Qu'il y apparaît qu'une large partie des données visées par la présente décision sont déjà soumises à une obligation de publicité;

Qu'il y apparaît également que certaines données ne doivent pas obligatoirement être publiées par application des ordonnances régionales mais devraient toutefois être entre les mains du Secrétaire communal car elles relèvent d'une obligation de déclaration et doivent être transmises à un organisme de contrôle, ce notamment en vue du respect des plafonds de rémunération (art. 8, § 2, des ordonnances);

Que, pourrait, certes se poser la question de la conformité de la publication de ces dernières données avec le respect dû à la vie privée des élus;

Que des arguments existent pour autant en faveur d'une publication de ces données sur base d'une décision du Conseil communal;

Que ne seraient publiées que les données qui seraient collectées auprès des élus communaux dans le cadre de la mise en œuvre de la présente décision, outre naturellement les données qui sont soumises à une obligation de publication;

Que la mention « **non communiqué(e)(s)** » sera apposée en regard du nom de tout élu ou mandataire ou représentant communal pour lequel il n'existe pas de base légale obligatoire et qui, à ce titre, n'aurait pas choisi de transmettre ces données;

Que, par ailleurs, la partie du cadastre se rapportant à un organisme public autre que communal ou para-communal pourra renvoyer pour le surplus au site internet de cet organisme;

Que ce renvoi est particulièrement pertinent dans le cas des organismes publics entrant dans le champ d'application des ordonnance « transparence des rémunérations » puisque ces organismes sont tenus par des obligations de publication comparables à celles qui pèsent sur les communes.

### 6 – Quant aux échéances de publications, en 2018

Considérant que le rapport prévu par l'article 7 nouveau de l'ordonnance du 12 janvier 2006 devra être publié sur le site communal pour le 30 juin 2018 au plus tard; que celui-ci portera sur l'année 2017 et que ce rapport devra toutefois être achevé pour le 31 mars 2018;

Que représente un important investissement en temps la collecte des données imposées par la présente décision, leur mise en forme et la mise en ligne sur le site internet communal qui devra nécessiter un certain remaniement technique, décision est prise de publier le tableau en annexe sur le site internet communal, au plus tard le 30 juin de chaque année et pour la première fois le 30 juin 2018.

### 7 – Quant à la tenue à jour des données ou le moment de référence

Considérant que les nécessités de transparence sont liées aux informations transmises aux citoyens, elles prendront la forme d'une photographie de la situation à un moment déterminé;

Qu'il convient de déterminer la date de référence souhaitable, sous peine de présenter des données incohérentes;

Que selon les termes des ordonnances régionales, en principe, il est possible de publier des données relatives à 2017 à la fin du premier trimestre 2018;

Que ceci suppose naturellement une mobilisation de moyens administratifs et la collaboration des élus;

Que cette participation sera rendue nettement plus difficile, pour les rémunérations externes à la commune, par la circonstance que les élus ne disposeront pas encore de l'ensemble des fiches fiscales se rapportant à ces rémunérations;

Que, pour cette raison, il est prévu la date du 30 juin de chaque année comme date de publication du tableau et des données de rémunération de chaque élu ou mandataire;

Qu'en outre, travailler par rapport à une date de référence pourrait poser la question du traitement administratif des données communiquées par les élus après la date d'échéance prévue pour cette communication;

Que, partant, il est souhaitable que les publications soient faites en début de mandat, en milieu de mandat et en fin de mandats, sauf bien entendu pour ce qui concerne tout changement de personnes intervenues dans l'intervalle et qui, partant, seraient de publication immédiate;

Que ce rythme de publications suit le même principe que l'obligation de communication au Conseil des déclarations de politique communale de début de mandat et de mi-mandat, principe auquel est ajouté une publication d'une mise à jour du cadastre en fin de mandat;

Que ces publications devraient intervenir au 30 juin au plus tard, laissant ainsi le temps aux divers conseillers et mandataires de produire le contenu de leur fiche fiscale;

Que, par ailleurs, dans une volonté de pédagogie à l'égard des citoyens confrontés au cadastre des mandats, il est prévu que soit mise en ligne une information générale sur les normes en vigueur en matière d'exercice de mandats et de rémunération des mandataires permettant d'expliquer les fonctions, missions et rémunérations attribuées;

Qu'enfin, il pourrait être envisagé d'insérer dans cette présentation générale sur le site internet communal un lien hypertexte vers le contenu des ordonnances discutées ici;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Vu l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Échevins;

## **DECIDE :**

### **Article 1 :**

De prendre acte de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de publier les données reprises ci-dessus et relatives au contenu de la déclaration faite par les Bourgmestres et les Échevins telle que spécifiée dans l'ordonnance du 14 décembre 2017 et qui doivent figurer sur le site internet communal, au plus tard pour le 30 juin de chaque année, et pour la première fois le 30 juin 2018.

### **Article 2 :**

De publier immédiate ou, au plus tard pour le 30 juin 2018, d'un cadastre des mandats portant sur l'ensemble des mandats exercés par les conseillers communaux, tant les mandats dits communaux que ceux exercés par eux dans des structures publiques ou parapubliques autres, en ce compris les rémunérations, avantages et défraiements y associés. Les conseillers communaux seront invités à y participer.

### **Article 3 :**

De publier immédiate ou, au plus tard pour le 30 juin 2018, sur le site internet communal d'un cadastre complet des mandats communaux exercés par les personnes non membres du Conseil communal mais désignés par celui-ci, en ce compris les éventuelles rémunérations y afférentes.

### **Article 4 :**

D'adopter le tableau et contenu en annexe et relevant les différentes déclarations faites par les personnes visées aux articles 1 à 3.

### **Article 5 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
28 votants : 17 votes positifs, 4 votes négatifs, 7 abstentions.

---

**Voorstel betreffende de transparantie van de bezoldigingen en de voordelen van de Everse gemeentelijke openbare mandatarissen en de opstelling van een "gemeentelijk kadaster".**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de regels inzake de bekendmaking van de bezoldigingen van de gemeentelijke mandatarissen momenteel beheerst worden door de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

Dat op 24 januari 2018 de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen bekendgemaakt is. Met uitzondering van artikel 11 (cf. infra), dat onmiddellijk van toepassing is, zal deze tekst in werking treden op 1 december 2018;

Dat op dezelfde datum de ordonnantie van 12 januari 2006 volledig opgeheven zal worden en de bestaande regels vervangen zullen worden door deze van de nieuwe ordonnantie;

Dat, inzake de bekendmaking, de verplichtingen van de Brusselse gemeenten verduidelijkt zijn in de artikelen 7 en 11 van de nieuwe ordonnantie;

Dat de verkozenen en de mandatarissen van de gemeente Evere een mandatenkadaster wensen op te stellen dat transparant, duidelijk en vlot toegankelijk is voor elke burger;

Dat de verkozenen en de mandatarissen van de gemeente Evere een beslissing tot transparantie wensen te nemen, met onmiddellijke uitwerking, zonder het einde van de ambtsperiode af te wachten;

**1 - Betreffende de bekendmaking van een jaarverslag**

Overwegende dat in artikel 7 van de ordonnantie van 2006, zoals gewijzigd door artikel 11 van de ordonnantie van 2017, voorzien is dat het college van burgemeester en schepenen in 2018 een jaarverslag publiceert met daarin de volgende elementen:

- een gedetailleerd overzicht van de aanwezigheden tijdens de vergaderingen, van de bezoldigingen en voordelen van alle aard en van de representatievergoedingen die aan de openbare mandatarissen toegekend zijn (met inbegrip van elke vermindering die verricht werd op deze bezoldigingen en voordelen van alle aard op grond van een wettelijke of regelgevende bepaling);
- een lijst met alle reizen waaraan iedere openbare mandataris in het kader van de uitoefening van zijn functies deelgenomen heeft;
- een inventaris van alle overheidsopdrachten die de gemeente toegewezen heeft, met vermelding, per opdracht, van de opdrachtnemer en de vastgelegde bedragen;

Dat dit verslag, dat binnen drie maanden na het einde van het betrokken kalenderjaar opgesteld moet worden, uiterlijk op 30 juni 2018 op de gemeentelijke website bekendgemaakt moet worden;

Dat na de inwerkingtreding van de ordonnantie van 2017, namelijk op 1 december 2018, deze verplichting ten laste komt van de gemeentesecretaris voor de burgemeesters, de schepenen en de gemeenteraadsleden en dat dit verslag bekendgemaakt moet worden binnen zes maanden na het einde van elk kalenderjaar en dat het, behalve de elementen die hierboven al vermeld zijn, de lijst van de door de gemeente toegekende subsidies moet bevatten (met vermelding van de begunstigden en de bedragen);

Dat dit verslag moet worden opgenomen als bijlage bij de gemeentelijke rekeningen, bekendgemaakt op de website en overgemaakt aan het controleorgaan (art. 7, §1, van de ordonnantie van 2017);

## **2 - Betreffende de bekendmaking van een aangifte van de burgemeesters en de schepenen**

Overwegende dat de nieuwe ordonnantie de burgemeesters en de schepenen ertoe verplicht om, vanaf de inwerkingtreding van de ordonnantie, elk jaar uiterlijk op 1 oktober een aangifte te doen;

Dat die aangifte de volgende elementen moet omvatten:

- de lijst van hun mandaten;
- de functies en afgeleide functies (gedefinieerd in art. 3 van de ordonnantie);
- de bezoldigingen en voordelen van alle aard die eruit voortvloeien (met de belastingsfiches);
- de lijst van de andere activiteiten die privé uitgeoefend worden, met inbegrip van deze die in een vennootschap uitgeoefend worden; en
- de bezoldigingen ontvangen bij die gelegenheid (in dit opzicht is een inkomstenaangifte per schijf voorzien);

Dat deze aangifte bekendgemaakt moet worden op de gemeentelijke website (art. 7, §2, van de ordonnantie van 2017) en dat zodat ze vlot toegankelijk is (bijvoorbeeld in de vorm van een tabblad op de website);

Dat de nadere regels voor de vaststelling van een model voor het jaarverslag en de aangiften alsook alle regels betreffende de vermeldingen die erin opgenomen moeten worden, nog vastgelegd moeten worden in besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die vandaag niet gepubliceerd zijn;

Dat de politieke wil nochtans is dat de verplichtingen vervat in de ordonnantie van 2017 onmiddellijk, en uiterlijk op 30 juni 2018, in Evere van toepassing zouden zijn;

## **3 - Betreffende de bekendmaking van een aangifte van de gemeenteraadsleden**

Gelet op het feit dat de gemeenteraadsleden niet onderworpen zijn aan de verplichte jaarlijkse aangifte die bedoeld wordt in artikel 7, §2, van de ordonnantie van 2017, die

alleen van toepassing is voor de burgemeester en de schepenen;

Dat de bezoldigingen, de voordelen van alle aard alsook alle representatievergoedingen wel moeten verschijnen in het jaarverslag dat bedoeld wordt in de artikelen 7, §1, en 11 van de ordonnantie van 2017, verslag dat op de website bekengemaakt wordt;

Dat deze verplichting tot bekendmaking echter alleen betrekking heeft op de bezoldigingen, voordelen en vergoedingen die ontvangen worden in de hoedanigheid van gemeenteraadslid alleen en niet voor andere publieke of parapublieke mandaten;

Dat de politieke intentie is om het kader opgelegd door de nieuwe ordonnantie van 2017 te overstijgen door een mandatenkadaster te publiceren dat betrekking heeft op alle mandaten die uitgeoefend worden door de gemeenteraadsliden, zowel de zogenaamde gemeentelijke mandaten na een aanstelling door de gemeenteraad van Evere als deze die door hen uitgeoefend worden in andere publieke of parapublieke structuren, met inbegrip van de bezoldigingen, de voordelen en de vergoedingen die ermee gepaard gaan;

Dat de nieuwe ordonnantie van 2017 in dit opzicht niet verplicht tot de bekendmaking van een lijst van de andere activiteiten die privé uitgeoefend worden door de gemeenteraadsliden en dat het niet aan de politieke intentie is om verder te gaan dan wat in de nieuwe ordonnantie voorzien is, en deze verplichting derhalve niet van toepassing zal zijn voor de gemeenteraadsliden;

#### **4 - Betreffende de bekendmaking van een aangifte van de mandatarissen of de politieke vertegenwoordigers van de gemeente die geen gemeenteraadslid zijn maar wel aangesteld zijn door de gemeenteraad**

Overwegende dat in de nieuwe ordonnantie van 2017 nergens melding gemaakt wordt van de mandaten in openbare of gelijkgestelde instellingen die door de gemeente toegewezen worden aan personen die geen gemeenteraadslid zijn;

Dat deze personen derhalve niet onderworpen zijn aan de verplichtingen tot bekendmaking van de ordonnanties betreffende de transparantie van de bezoldigingen van 2006, en evenmin aan die van 2017;

Dat de politieke wil nochtans is dat op de officiële gemeentelijke website een volledig kadaster bekendgemaakt wordt van de gemeentelijke mandaten die uitgeoefend worden door deze personen die geen gemeenteraadslid zijn maar wel door de raad aangesteld zijn, met inbegrip van de eventuele bezoldigingen die ermee gepaard gaan;

#### **5 - Betreffende de inhoud en de vorm van de bekendmaking**

Gelet op het feit dat de hierbij gevoegde tabel de toestand verduidelijkt en dat de voorliggende beslissing er volledig naar verwijst;

Dat blijkt dat een groot deel van de gegevens die door de voorliggende beslissing beoogd worden, al aan een verplichting tot bekendmaking onderworpen zijn;

Dat ook blijkt dat sommige gegevens niet verplicht bekendgemaakt moeten worden in toepassing van de gewestordonnanties, maar desalniettemin aan de gemeentesecretaris bezorgd moeten worden omdat ze onder een verplichting tot aangifte vallen en overgemaakt moeten worden aan een controleorgaan, met name met het oog op de

naleving van de bezoldigingsplafonds (art. 8, §2, van de ordonnanties);

Dat zeker de vraag gesteld kan worden betreffende de verenigbaarheid van de bekendmaking van deze laatste gegevens met het respect voor de persoonlijke levenssfeer van de verkozenen;

Dat echter argumenten bestaan in het voordeel van een bekendmaking van deze gegevens op basis van een beslissing van de gemeenteraad;

Dat alleen de gegevens bekendgemaakt zouden worden die bij de gemeentelijke verkozenen verzameld zouden worden in het kader van de uitvoering van de voorliggende beslissing, naast uiteraard de gegevens die verplicht bekendgemaakt moeten worden;

Dat de vermelding '**niet meegedeeld**' aangebracht zal worden bij de naam van elke verkozene of mandataris of gemeentelijke vertegenwoordiger voor wie er geen verplichte wettelijke basis bestaat en die, in dit opzicht, niet ervoor gekozen zou hebben om deze gegevens mee te delen;

Dat overigens het deel van het kadaster dat betrekking heeft op een openbare instelling die niet gemeentelijk of parageemeentelijk is, voor het overige kan verwijzen naar de website van die instelling;

Dat die verwijzing uiterst relevant is in het geval van openbare instellingen die vallen onder het toepassingsgebied van de ordonnanties betreffende de transparantie van de bezoldigingen, aangezien die instellingen onderworpen zijn aan bekendmakingsverplichtingen die vergelijkbaar zijn met die van de gemeenten.

#### **6 - Betreffende de uiterste datums voor de bekendmakingen, in 2018**

Overwegende dat het verslag bedoeld in het nieuwe artikel 7 van de ordonnantie van 12 januari 2006 uiterlijk op 30 juni 2018 op de gemeentelijke website bekendgemaakt moet worden; dat het verslag betrekking zal hebben op het jaar 2017 en dat het hoe dan ook op 31 maart 2018 afgewerkt moet zijn;

Dat, aangezien de verzameling van de gegevens die opgelegd worden door de voorliggende beslissing, hun opmaak en het online plaatsen op de gemeentelijke website, waarbij een zekere technische bewerking noodzakelijk zal zijn, een grote tijdsinvestering vergen, de beslissing genomen wordt om de bijgevoegde tabel elk jaar uiterlijk op 30 juni bekend te maken op de gemeentelijke website en dit voor het eerst op 30 juni 2018;

#### **7 - Betreffende het up-to-date houden van de gegevens of het referentiemoment**

Overwegende dat de eisen tot transparantie verband houden met de informatie overgemaakt aan de burgers en dus de vorm van een beeld van de toestand op een welbepaald ogenblik aannemen;

Dat het aangewezen is om de gewenste referentiedatum te bepalen, teneinde geen incoherente gegevens voor te leggen;

Dat het volgens de gewestelijke ordonnanties in principe mogelijk is om gegevens betreffende 2017 aan het einde van het eerste trimester van 2018 te publiceren;



Dat dit uiteraard een mobilisering van de administratieve middelen en de medewerking van de verkozenen veronderstelt;

Dat die medewerking duidelijk moeilijker zal verlopen voor de bezoldigingen die extern zijn aan de gemeente vanwege de omstandigheid dat de verkozenen nog niet zullen beschikken over alle belastingsfiches betreffende die bezoldigingen;

Dat, vanwege die reden, de datum van 30 juni van elk jaar vastgelegd wordt als publicatiedatum van de tabel en de bezoldigingsgegevens van elke verkozene of mandataris;

Dat, bovendien, werken in verhouding met een referentiedatum de vraag toelaat betreffende de administratieve verwerking van de gegevens die door de verkozenen meegedeeld worden na de vastgelegde uiterste datum voor die mededeling;

Dat, derhalve, het wenselijk is dat de bekendmakingen gebeuren bij het begin, in het midden en bij het einde van de mandaten, uitgezonderd uiteraard voor elke wijziging van personen in de tussentijd, die onmiddellijk bekendgemaakt moet worden;

Dat dit ritme van bekendmakingen hetzelfde principe volgt als de verplichte mededeling aan de raad van de gemeentelijke beleidsverklaringen bij het begin en in het midden van het mandaat, principe dat aangevuld wordt met een bekendmaking van een update van het kadaster bij het einde van het mandaat;

Dat deze bekendmakingen uiterlijk op 30 juni zouden moeten gebeuren en zodoende de verschillende raadsleden en mandatarissen de tijd laten om de inhoud van hun belastingsfiche voor te leggen;

Dat, overigens, met een pedagogische bedoeling ten opzichte van burgers die geconfronteerd worden met het mandatenkadaster, gepland is om algemene informatie online te plaatsen over de geldende normen inzake de uitoefening van mandaten en de bezoldiging van mandatarissen, om de functies, opdrachten en toegekende bezoldigingen toe te lichten;

Dat, ten slotte, overwogen zou kunnen worden om in deze algemene voorstelling op de gemeentelijke website een hyperlink naar de hier besproken ordonnanties op te nemen;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

Akte te nemen van de wens van het college van burgemeester en schepenen om de gegevens die hierboven vermeld zijn en betreffende de inhoud van de aangifte van de burgemeesters en de schepenen, zoals gepreciseerd in de ordonnantie van 14 december 2017, elk jaar uiterlijk op 30 juni bekend te maken op de gemeentelijke website en dit voor het eerst op 30 juni 2018.

**Artikel 2 :**

Onmiddellijk of uiterlijk op 30 juni 2018 een mandatenkadaster te publiceren dat betrekking heeft op alle mandaten die door de gemeenteraadsleden uitgeoefend worden, zowel de zogenaamde gemeentelijke mandaten als deze die door hen uitgeoefend worden in andere publieke of parapublieke structuren, met inbegrip van de bezoldigingen, de voordelen en de vergoedingen die ermee gepaard gaan. De gemeenteraadsleden worden uitgenodigd om hieraan mee te werken.

**Artikel 3 :**

Onmiddellijk of uiterlijk op 30 juni 2018 op de gemeentelijke website een volledig kadaster te publiceren van de gemeentelijke mandaten die uitgeoefend worden door de personen die geen gemeenteraadslid zijn maar wel door de raad aangesteld zijn, met inbegrip van de eventuele bezoldigingen die ermee gepaard gaan.

**Artikel 4 :**

De bijgevoegde tabel en zijn inhoud met de vermelding van de verschillende aangiften van de personen bedoeld in de artikelen 1 tot en met 3 goed te keuren.

**Artikel 5 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 17 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

**SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN**

26.04.2018/A/0005 **Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph - Compte de l'exercice 2017. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le compte pour l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph, arrêté par son Conseil de fabrique le 5 février 2018 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent

Compte pour l'exercice 2017	80.333,37€	20.141,77€	60.191,60€
-----------------------------	------------	------------	------------

Considérant que le compte est accompagné des pièces justificatives et se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire de la commune;

Considérant que nous avons reçu un état du patrimoine ce qui nous permet d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église de Saint-Joseph;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte pour l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en 2 exemplaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 21 votes positifs, 7 abstentions.

---

**Kerkfabriek van Sint-Jozef - Rekening voor het dienstjaar 2017. Advies.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Jozef, afgesloten door haar kerkraad op 5 februari 2018 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2017	80.333,37€	20.141,77€	60.191,60€

Overwegende dat de bewijsstukken aan de rekening zijn toegevoegd en dat deze zich met een overschot afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Overwegende dat de we een vermogensstaat hebben mogen ontvangen wat een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek mogelijk maakt;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Jozef.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in tweevoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

**SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN**

26.04.2018/A/0006 **Convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl La Cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires pour l'année 2018 - Avenant.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu la convention de collaboration conclue pour l'année 2018 entre la commune d'Evere et l'asbl La Cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires;

Considérant l'installation d'un terrain de multisports dans le quartier Gibet et la nécessité d'y prévoir des animations;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver l'avenant ci-joint à la convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires, pour la période du 01.04.2018 au 31.12.2018.

**Article 2 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires voor het jaar 2018 - Aangangsel.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst afgesloten voor het jaar 2018 tussen de gemeente Evere en de vzw La Cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires;

Overwegende de inrichting van een multisportterrein in de wijk Galg en de noodzaak om er animaties te organiseren;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Het aangangsel, als bijlage, aan de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires, voor de periode van 01.04.2018 tot 31.12.2018, goed te keuren.

**Artikel 2 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

26.04.2018/A/0007 **Bibliothèque Herman Teirlinck: règlement des usagers et tarifs applicables aux lecteurs de la bibliothèque - modifications.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le règlement des usagers et les tarifs applicables aux lecteurs de la Bibliothèque Herman Teirlinck approuvé par le conseil communal du 27.11.2008;

Vu l'article 12 de la convention entre le Collège de la Vlaamse Gemeenschapscommissie et la commune d'Evere concernant l'affiliation de la

Bibliothèque Herman Teirlinck au 'Brussels Netwerk van Openbare Bibliotheken' approuvée par le conseil communal du 18.12.2014;

Considérant qu'il est opportun d'adapter le règlement des usagers et les tarifs de la Bibliothèque Herman Teirlinck à ceux du 'Brussels Netwerk van Openbare Bibliotheken';

Vu l'approbation des changements du règlement des usagers et des tarifs par le comité de gestion de la Bibliothèque Herman Teirlinck le 20.03.2018 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

## **DECIDE :**

### **Article 1 :**

D'abroger le règlement des usagers et les tarifs actuels (délibération du conseil communal du 27.11.2008) en date du 30.04.2018.

### **Article 2 :**

D'approuver le règlement des usagers et les tarifs ci-joint, et de le déclarer en vigueur à partir du 30.04.2018.

### **Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Bibliotheek Herman Teirlinck: gebruikersreglement en tarieven van toepassing op de lezers van de bibliotheek - wijzigingen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het gebruikersreglement en de tarieven die van toepassing zijn op de lezers van de Bibliotheek Herman Teirlinck, goedgekeurd door de gemeenteraad op 27.11.2008;

Gelet op artikel 12 van het convenant tussen het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Evere betreffende de aansluiting van de Bibliotheek Herman Teirlinck op het Brussels Netwerk van Openbare Bibliotheken goedgekeurd door de gemeenteraad op 18.12.2014;

Overwegende dat het opportuun is om het gebruikersreglement en de tarieven van de Bibliotheek Herman Teirlinck aan te passen aan deze van het Brussels Netwerk van Openbare Bibliotheken;

Gelet op de goedkeuring van de wijzigingen van het gebruikersreglement en de

tarieven door het beheersorgaan van de Bibliotheek Herman Teirlinck op 20.03.2018;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

Het bestaande gebruikersreglement en de tarieven (beraadslaging van de gemeenteraad van 27.11.2008) op te heffen op 30.04.2018.

**Artikel 2 :**

Bijgevoegd gebruikersreglement en de tarieven goed te keuren en vanaf 30.04.2018 van kracht te verklaren.

**Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

26.04.2018/A/0008 **Convention de partenariat 2015-2020 entre la commune d'Evere et l'asbl Territoires de la Mémoire.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu la convention de partenariat 2015-2020, en annexe, entre la commune d'Evere et l'asbl Territoires de la Mémoire;

Vu le crédit de 326.667,00 € inscrit à l'article budgétaire 76210/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2018 accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Considérant que la cotisation annuelle est fixée en fonction du nombre d'habitants de la commune au 12.01.2015 (38.418) multiplié par 0,025€, et que ce montant sera reconduit d'année en année;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'octroyer un subside de 960,45€ à l'asbl Territoires de la Mémoire à titre de cotisation annuelle.

Asbl Territoires de la Mémoire

Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège

NE : 0453.099.470

**Article 2 :**

De comptabiliser cette dépense à l'article budgétaire 76210/332-02 du service ordinaire de l'exercice 2018.

**Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Partnerschapsovereenkomst 2015-2020 tussen de gemeente Evere en de vzw Territoire de la Mémoire.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de partnerschapsovereenkomst 2015-2020, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw Territoires de la Mémoire;

Gelet op het krediet van 326.667,00€ ingeschreven op het begrotingsartikel 76210/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2018 betreffende de toekenning toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Overwegende dat de jaarlijkse bijdrage vastgesteld wordt op basis van het aantal inwoners van de gemeente op 12.01.2015 (38.418) vermenigvuldigd met 0,025€, en dat hetzelfde bedrag de volgende jaren zal toegepast worden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Een toelage van 960,45€ toe te kennen aan de vzw Territoires de la Mémoire als jaarlijkse bijdrage.

vzw Territoires de la Mémoire

Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège

ON: 0453.099.470

**Artikel 2 :**



Deze uitgave te boeken op begrotingsartikel 76210/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2018.

**Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

26.04.2018/A/0009 **Octroi d'un subside à l'ONG Défi Belgique Afrique pour l'action "Sahel Vert 2018".**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique;

Vu l'action « Sahel Vert 2018 » de l'ONG Défi Belgique Afrique qui vise à récolter des fonds pour financer les projets de ses partenaires africains;

Vu la demande de quatre jeunes éverois d'obtenir un soutien dans le cadre de leur implication dans cette action;

Vu l'avis unanime favorable donné par le Conseil consultatif de la solidarité entre les peuples;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 15013/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2018;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'octroyer un subside de 400,00€ pour le soutien de l'action « Sahel Vert 2018 » en faveur de :

Défi Belgique Afrique ONG

Avenue Van Volxem, 380

1190 Bruxelles

NE : 0433.439.500

**Article 2 :**

De comptabiliser cette dépense à l'article budgétaire 15013/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2018.

**Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doivent être transmises à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
28 votants : 28 votes positifs.

---

**Toekenning van een subsidie aan de NGO Défi Belgique Afrique voor de actie 'Sahel Vert 2018'.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de actie 'Sahel Vert 2018' van de NGO Défi Belgique Afrique, die ertoe strekt fondsen in te zamelen om de projecten van haar Afrikaanse partners te financieren;

Gelet op de steunaanvraag die vier Everse jongeren geformuleerd hebben in het kader van hun betrokkenheid bij deze actie;

Gelet op het unanieme gunstige advies van de Adviesraad van de solidariteit tussen de volkeren;

Gelet op het bedrag ingeschreven op begrotingsartikel 15013/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2018;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

Een subsidie van 400,00€ toe te kennen ter ondersteuning van de actie 'Sahel Vert 2018' ten gunste van :

Défi Belgique Afrique NGO

Van Volxemlaan 380

1190 Brussel

ON: 0433.439.500

**Artikel 2 :**

Deze uitgave te boeken op begrotingsartikel 15013/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2018.

**Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die overgemaakt

moet worden aan de toezichhoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

## **SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN**

26.04.2018/A/0010 **Bulles à verre enterrées. Convention entre l'Agence Régionale pour la Propreté « Bruxelles-propreté » (ABP) et la commune d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les points stratégiques choisis pour le placement de 4 bulles à verre enterrées;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire d'introduire de demande de permis d'urbanisme;

Considérant que les modalités d'étude des travaux, de coordination de sécurité, de surveillance des travaux ainsi que du financement sont déterminés dans la convention;

Considérant que l'ensemble des coûts est pris en charge par l'ABP;

Considérant que les modalités d'entretien et de vidange sont déterminées dans la convention;

Considérant la nécessité de veiller au bien-être des habitants;

Considérant que ces travaux amèneront une plus-value au domaine public communal;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le projet de convention en annexe entre l'Agence Régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté » et la commune d'Evere.

**Article 2 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
28 votants : 28 votes positifs.

---

**Ondergrondse glascontainers. Overeenkomst tussen het Gewestelijk Agentschap**

**voor Netheid “Net Brussel” en de gemeente Evere.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de strategisch gekozen punten om 4 ondergrondse glascontainers te plaatsen;

Overwegende dat het niet noodzakelijk is om een stedenbouwkundige vergunning in te dienen;

Overwegende dat in de conventie de procedures worden vastgesteld voor de studie van de werken, de veiligheidscoördinatie, het toezicht op de werken en de financiering van de werken;

Overwegende dat het geheel van de kosten voor de rekening van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid is;

Overwegende dat in de conventie de wijze van onderhoud en van ledigingen worden vastgesteld;

Overwegende dat de werken noodzakelijk zijn voor het welzijn van de inwoners;

Overwegende dat deze werken tot een meerwaarde van het gemeentelijk openbaar domein zullen leiden;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 die het administratieve toezicht regelt op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Het ontwerp van overeenkomst, in bijlage, tussen het Gewestelijk agentschap voor netheid “Net Brussel” en de gemeente Evere goed te keuren.

**Artikel 2 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

**SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER**

26.04.2018/A/0011 **Carrefours des Générations 2018.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il est essentiel de maintenir un tissu social équilibré, attentif à toutes les générations et de sensibiliser les citoyens aux valeurs intergénérationnelles;

Considérant que l'action "Carrefours des Générations" organisée par l'ASBL Courants d'Âges, privilégie les valeurs de solidarité et d'échange entre les générations;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

## **DECIDE :**

### Article 1 :

D'adhérer à la charte "Carrefours des Générations" en annexe, afin de promouvoir les valeurs de solidarité et d'échange entre les générations et de participer à l'opération 2018 de "Carrefours des Générations" le 22 avril 2018.

### Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Kruispunt van Generaties 2018.**

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het essentieel is om een evenwichtig sociaal weefsel te behouden, rekening houdend met alle generaties en het sensibiliseren van de burgers voor de intergenerationele waarden;

Overwegende dat de actie "Kruispunt van generaties" georganiseerd door de VZW Courant d'Âges, de waarden van solidariteit en uitwisseling tussen generaties bevoorrecht;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT :**

### Artikel 1 :

Toe te treden tot het bijgevoegd handvest "Kruispunt van generaties", teneinde de

waarden van solidariteit en de uitwisseling tussen generaties te stimuleren en deel te nemen aan de actie 2018 van "Kruispunt van generaties" op 22 april 2018.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging te hernemen op de lijst van beraadslagingen, opgestuurd aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

## **SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING**

26.04.2018/A/0012 **Marchés Publics – Application de l'article 234 paragraphe 3 NLC - Information.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

### **Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de la livraison de matériel électrique pour les bâtiments.**

Montant estimatif et comptabilisation:

Article budgétaire 30023/744-51 : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 72123/724-60 : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 72223/724-60 : 7.500,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 73423/744-51 : 1.500,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 76223/724-60 : 1.500,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 76423/724-60 : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 76623/724-60 : 2.000,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 77123/744-51 : 2.500,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 77323/744-51 : 2.500,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 84423/744-51 : 2.500,00€ (TVA Comprise)

Article budgétaire 87923/744-51 : 1.500,00€ (TVA Comprise)

Total : 30.500,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 081 – Collège du 13.03.2018

### **Fixation des conditions et attribution du marché pour la fourniture d'un Combo Smart ePasseport Reader.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

1.403,60€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 083 – Collège du 13.03.2018

### **Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de l'oeuvre d'art "10 Kasim ATAM" de Duran Kadir "DKA".**

Montant de l'offre et comptabilisation :

350,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77010/749-51 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 084 – Collège du 13.03.2018

**Fixation des conditions et attribution d'un marché de travaux d'assainissement d'une maison suite à la présence de mэрule.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

39.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 243-01 du budget patrimonial de la Régie foncière - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 089 – Collège du 20.03.2018

**Fixation des conditions du marché pour les travaux de « relighting» dans la Maison Communale.**

Montant estimatif: 26.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 13752/724-60 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 090 – Collège du 20.03.2018

**Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'une solution de paiement pour le service Education.**

Montant estimatif: 700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 091 – Collège du 20.03.2018

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat d'un véhicule de type camionnette fermée pour le service de l'économat et reprise de l'ancien véhicule.**

Achat d'un véhicule de type camionnette fermée

Montant estimatif : 75.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article budgétaire 13523/743-52- Exercice 2018

Financement : Emprunt à hauteur de 74.500,00€ et 500,00€ de reprise

Reprise de l'ancien véhicule

Recette de 500,00€ sur l'article budgétaire 13523/773-52 - Exercice 2018

Point N° 101 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue du remplacement du compresseur utilisé par le service des plantations.**

Montant estimatif: 1.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 76657/744-51 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 103 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché de travaux d'installation de clôtures.**

**Chapitre 1: Maison de quartier Platon.**

**Chapitre 2: Ecole maternelle Germinal.**

**Chapitre 3: Parc Marne.**

Montant estimatif et comptabilisation:

Chapitre 1 : 2.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30002/725-60 -

Exercice 2018

Chapitre 2 : 4.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72102/725-60 - Exercice 2018

Chapitre 3 : 4.700,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76602/725-60 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 104 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché de travaux d'installation et de réparation de protections anti-solaires.**

**Chapitre 1 : Ecoles communales.**

**Chapitre 2 : Maison de quartier Platon.**

**Chapitre 3 : Crèches communales.**

Montant estimatif:

Chapitre 1 : Ecoles communales : 16.000,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2 : Maison de quartier Platon : 2.200,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 3: Crèches communales : 1.000,00€ (TVA Comprise)

Total: 19.200,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation

Chapitre 1: Article budgétaire 72202/724-60 - Exercice 2018

Chapitre 2: Article budgétaire 30002/724-60 - Exercice 2018

Chapitre 3: Article budgétaire 84402/724-60 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 105 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché pour le placement de robinets pour le nettoyage des communs des immeubles Rue Stuckens 47 et Square Hauwaerts 28.**

Montant estimatif: 4.400,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 243-01 - Exercice 2018 du budget patrimonial de la Régie foncière

Financement: Fonds propres

Point N° 106 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions et attribution du marché de travaux en vue de la réparation du système d'aspiration du poste de soudure utilisé par le forgeron.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

2.178,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13823/724-60 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 076 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions d'un marché de fourniture d'un logiciel de gestion des candidatures/recrutements.**

Montant estimatif: 10.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 082 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions d'un marché public de services pour la réalisation d'une étude de reconnaissance d'état du sol pour l'implantation d'un petit bâtiment au Parc St Vincent.**



Montant estimatif et comptabilisation:

34.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76402/722-60 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 084 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de matériel électrique.**

**Lot 1 : Petit matériel de cuisine**

**Lot 2 : Friteuses**

**Lot 3 : Divers**

**Lot 4 : Appareils ménagers**

**Lot 5 : Matériel Horeca**

**Lot 6 : Lave-vaisselle**

**Lot 7 : réfrigérateurs et congélateurs.**

Montant estimatif et comptabilisation :

1.700,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13701/744-51 - Exercice 2018

1.970,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13701/744-98 - Exercice 2018

2.520,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30001/744-51 - Exercice 2018

1.135,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30001/744-98 - Exercice 2018

1.445,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 70001/744-51 - Exercice 2018

1.020,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 70001/744-98 - Exercice 2018

2.520,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84401/744-51 - Exercice 2018

335,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84401/744-98 - Exercice 2018

12.645,00€ (TVA Comprise) – Exercice 2018

Financement : Emprunt

Point N° 085 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel sanitaire et de chauffage pour les bâtiments en 2018.**

Montant estimatif et comptabilisation:

6.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13823/724-60 - Exercice 2018.

3.400,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30023/744-51 - Exercice 2018.

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72123/724-60 - Exercice 2018.

7.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72223/724-60 - Exercice 2018.

1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 73423/744-51 - Exercice 2018.

1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76223/724-60 - Exercice 2018.

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76423/724-60 - Exercice 2018.

2.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76623/724-60 - Exercice 2018.

2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77123/744-51 - Exercice 2018.

2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77323/744-51 - Exercice 2018.

2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84423/744-51 - Exercice 2018.

1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 87923/744-51 - Exercice 2018.

36.900,00€ (TVA Comprise) -> Total

Financement: Emprunt

Point N° 086 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de deux packs biométriques type "Mono Box" pour le service Population.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

11.845,90€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt  
Point N° 087 – Collège du 03.04.2018

Vu les articles 117 et 234 paragraphe 3 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de la livraison de matériel électrique pour les bâtiments.**

Montant estimatif et comptabilisation:

Article budgétaire 30023/744-51 : 3.000,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 72123/724-60 : 3.000,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 72223/724-60 : 7.500,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 73423/744-51 : 1.500,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 76223/724-60 : 1.500,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 76423/724-60 : 3.000,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 76623/724-60 : 2.000,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 77123/744-51 : 2.500,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 77323/744-51 : 2.500,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 84423/744-51 : 2.500,00€ (TVA Comprise)  
Article budgétaire 87923/744-51 : 1.500,00€ (TVA Comprise)  
Total : 30.500,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2018

Financement: Emprunt  
Point N° 081 – Collège du 13.03.2018

**Fixation des conditions et attribution du marché pour la fourniture d'un Combo Smart ePasseport Reader.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

1.403,60€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt  
Point N° 083 – Collège du 13.03.2018

**Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de l'oeuvre d'art "10 Kasim ATAM" de Duran Kadir "DKA".**

Montant de l'offre et comptabilisation :

350,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77010/749-51 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt  
Point N° 084 – Collège du 13.03.2018

**Fixation des conditions et attribution d'un marché de travaux d'assainissement d'une maison suite à la présence de mэрule.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

39.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 243-01 du budget patrimonial de la Régie foncière - Exercice 2018.

Financement: Emprunt  
Point N° 089 – Collège du 20.03.2018

**Fixation des conditions du marché pour les travaux de « relighting » dans la Maison Communale.**

Montant estimatif: 26.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 13752/724-60 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 090 – Collège du 20.03.2018

**Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'une solution de paiement pour le service Education.**

Montant estimatif: 700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 091 – Collège du 20.03.2018

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat d'un véhicule de type camionnette fermée pour le service de l'économat et reprise de l'ancien véhicule.**

Achat d'un véhicule de type camionnette fermée

Montant estimatif : 75.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article budgétaire 13523/743-52- Exercice 2018

Financement : Emprunt à hauteur de 74.500,00€ et 500,00€ de reprise

Reprise de l'ancien véhicule

Recette de 500,00€ sur l'article budgétaire 13523/773-52 - Exercice 2018

Point N° 101 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue du remplacement du compresseur utilisé par le service des plantations.**

Montant estimatif: 1.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 76657/744-51 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 103 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché de travaux d'installation de clôtures.**

**Chapitre 1: Maison de quartier Platon.**

**Chapitre 2: Ecole maternelle Germinal.**

**Chapitre 3: Parc Marne.**

Montant estimatif et comptabilisation:

Chapitre 1 : 2.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30002/725-60 - Exercice 2018

Chapitre 2 : 4.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72102/725-60 - Exercice 2018

Chapitre 3 : 4.700,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76602/725-60 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 104 – Collège du 27.03.2018

**Fixation des conditions du marché de travaux d'installation et de réparation de protections anti-solaires.**

**Chapitre 1 : Ecoles communales.**

**Chapitre 2 : Maison de quartier Platon.**

### **Chapitre 3 : Crèches communales.**

#### Montant estimatif:

Chapitre 1 : Ecoles communales : 16.000,00€ (TVA Comprise)  
Chapitre 2 : Maison de quartier Platon : 2.200,00€ (TVA Comprise)  
Chapitre 3: Crèches communales : 1.000,00€ (TVA Comprise)  
Total: 19.200,00€ (TVA Comprise)

#### Comptabilisation

Chapitre 1: Article budgétaire 72202/724-60 - Exercice 2018  
Chapitre 2: Article budgétaire 30002/724-60 - Exercice 2018  
Chapitre 3: Article budgétaire 84402/724-60 - Exercice 2018

#### Financement: Emprunt

Point N° 105 – Collège du 27.03.2018

### **Fixation des conditions du marché pour le placement de robinets pour le nettoyage des communs des immeubles Rue Stuckens 47 et Square Hauwaerts 28.**

Montant estimatif: 4.400,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 243-01 - Exercice 2018 du budget patrimonial de la Régie foncière

Financement: Fonds propres

Point N° 106 – Collège du 27.03.2018

### **Fixation des conditions et attribution du marché de travaux en vue de la réparation du système d'aspiration du poste de soudure utilisé par le forgeron.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

2.178,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13823/724-60 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 076 – Collège du 03.04.2018

### **Fixation des conditions d'un marché de fourniture d'un logiciel de gestion des candidatures/recrutements.**

Montant estimatif: 10.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018

Financement: Emprunt

Point N° 082 – Collège du 03.04.2018

### **Fixation des conditions d'un marché public de services pour la réalisation d'une étude de reconnaissance d'état du sol pour l'implantation d'un petit bâtiment au Parc St Vincent.**

Montant estimatif et comptabilisation:

34.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76402/722-60 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 084 – Collège du 03.04.2018

### **Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de matériel électrique.**

**Lot 1 : Petit matériel de cuisine**

**Lot 2 : Friteuses**

**Lot 3 : Divers**

**Lot 4 : Appareils ménagers**

**Lot 5 : Matériel Horeca**

**Lot 6 : Lave-vaisselle**

**Lot 7 : réfrigérateurs et congélateurs.**

Montant estimatif et comptabilisation :

1.700,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13701/744-51 - Exercice 2018  
1.970,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13701/744-98 - Exercice 2018  
2.520,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30001/744-51 - Exercice 2018  
1.135,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30001/744-98 - Exercice 2018  
1.445,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 70001/744-51 - Exercice 2018  
1.020,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 70001/744-98 - Exercice 2018  
2.520,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84401/744-51 - Exercice 2018  
335,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84401/744-98 - Exercice 2018  
12.645,00€ (TVA Comprise) – Exercice 2018

Financement : Emprunt

Point N° 085 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel sanitaire et de chauffage pour les bâtiments en 2018.**

Montant estimatif et comptabilisation:

6.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13823/724-60 - Exercice 2018.  
3.400,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30023/744-51 - Exercice 2018.  
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72123/724-60 - Exercice 2018.  
7.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72223/724-60 - Exercice 2018.  
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 73423/744-51 - Exercice 2018.  
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76223/724-60 - Exercice 2018.  
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76423/724-60 - Exercice 2018.  
2.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76623/724-60 - Exercice 2018.  
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77123/744-51 - Exercice 2018.  
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77323/744-51 - Exercice 2018.  
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84423/744-51 - Exercice 2018.  
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 87923/744-51 - Exercice 2018.  
36.900,00€ (TVA Comprise) -> Total

Financement: Emprunt

Point N° 086 – Collège du 03.04.2018

**Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de deux packs biométriques type "Mono Box" pour le service Population.**

Montant de l'offre et comptabilisation :

11.845,90€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13915/742-53 - Exercice 2018.

Financement: Emprunt

Point N° 087 – Collège du 03.04.2018.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 paragraaf 3 NGW – Informatie.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers :

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van elektrische**

**materieel voor de gebouwen.**

Ramend bedrag en boeking:

Begrotingsartikel 30023/744-51 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 72123/724-60 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 72223/724-60 : 7.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 73423/744-51 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 76223/724-60 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 76423/724-60 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 76623/724-60 : 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 77123/744-51 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 77323/744-51 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 84423/744-51 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 87923/744-51 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 30.500,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 081 – College dd. 13.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van een Combo Smart ePasseport Reader.**

Offertebedrag en boeking:

1.403,60€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 083 – College dd. 13.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van het kunstwerk "10 Kasim ATAM" van Duran Kadir "DKA".**

Offertebedrag en boeking:

350,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77010/749-51 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 084 – College dd. 13.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht van werken voor het saneren van een huis ten gevolge van de aanwezigheid van houtrot.**

Offertebedrag en boeking:

39.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 243-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 089 – College dd. 20.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de werken van "relighting" in het gemeentehuis.**

Ramend bedrag: 26.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 13752/724-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 090 – College dd. 20.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een betaaloplossing voor de dienst Opvoeding.**

Ramend bedrag: 700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 091 – College dd. 20.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van een voertuig type gesloten bestelwagen voor de dienst Economaat en de overname van het oude voertuig.**

Aankoop van een voertuig type gesloten bestelwagen

Ramend bedrag : 75.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 13523/743-52- Dienstjaar 2018

Financiering : Lening ter hoogte van 74.500,00€ en 500,00€ door de overname

Overname van het oude voertuig

Ontvangst van 500,00€ op het begrotingsartikel 13523/773-52 - Dienstjaar 2018

Punt nr 101 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de vervanging van de compressor gebruikt door de dienst Beplantingen.**

Ramend bedrag: 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 76657/744-51 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 103 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van afsluitingen.**

**Hoofdstuk 1: Buurthuis Plato.**

**Hoofdstuk 2: Kleuterschool Germinal.**

**Hoofdstuk 3: Park Marne.**

Ramend bedrag en Boeking:

Hoofdstuk 1 : 2.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30002/725-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 2 : 4.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72102/725-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 3 : 4.700,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76602/725-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 104 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie- en herstellingswerken van de zonnepanelen.**

**Hoofdstuk 1 : Gemeentelijke scholen.**

**Hoofdstuk 2 : Buurthuis Plato.**

**Hoofdstuk 3 : Gemeentelijke kinderdagverblijven.**

Ramend bedrag:

Hoofdstuk 1 : Gemeentelijke scholen : 16.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2 : Buurthuis Plato : 2.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 3: Gemeentelijke kinderdagverblijven : 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 19.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking

Hoofdstuk 1: Begrotingsartikel 72202/724-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 2: Begrotingsartikel 30002/724-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 3: Begrotingsartikel 84402/724-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 105 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de plaatsing van kranen voor het kuisen van de gemene delen van de flatgebouwen Stuckensstraat 47 en Hauwaertssquare 28.**

Ramend bedrag: 4.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 243-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf – Dienstjaar 2018

Financiering: Eigen fondsen  
Punt nr 106 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de herstelling van het afzuigstelsel van de laspost gebruikt door de smid.**

Offertebedrag en boeking :

2.178,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13823/724-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 076 – College dd. 03.04.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van een software voor het beheer van kandidaturen/aanwervingen.**

Ramend bedrag: 10.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 082 – College dd. 03.04.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de realisatie van een studie voor een verkennend bodemonderzoek voor de inplanting van een klein gebouw in het St-Vincentiuspark.**

Ramend bedrag en boeking:

34.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76402/722-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 084 – College dd. 03.04.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van elektrische materieel.**

**Perceel 1 : Kleine keukenmaterieel**

**Perceel 2 : Frietketels**

**Perceel 3 : Andere**

**Perceel 4 : Huishoudtoestellen**

**Perceel 5 : Horeca materieel**

**Perceel 6 : Vaatwasser**

**Perceel 7 : Koelkasten & diepvrieskasten**

Ramend bedrag en boeking :

1.700,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13701/744-51 - Dienstjaar 2018

1.970,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13701/744-98 - Dienstjaar 2018



2.520,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30001/744-51 - Dienstjaar 2018

1.135,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30001/744-98 - Dienstjaar 2018

1.445,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 70001/744-51 - Dienstjaar 2018

1.020,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 70001/744-98 - Dienstjaar 2018

2.520,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84401/744-51 - Dienstjaar 2018

335,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84401/744-98 - Dienstjaar 2018

12.645,00€ (BTW Inbegrepen) – Dienstjaar 2018

Financiering : Lening

Punt nr 085 – College dd. 03.04.2018

### **Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van sanitair en verwarmingsmateriael voor de gebouwen in 2018.**

#### Ramend bedrag en boeking:

6.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13823/724-60 - Dienstjaar 2018

3.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30023/744-51 - Dienstjaar 2018

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72123/724-60 - Dienstjaar 2018

7.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72223/724-60 - Dienstjaar 2018

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 73423/744-51 - Dienstjaar 2018

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76223/724-60 - Dienstjaar 2018

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76423/724-60 - Dienstjaar 2018

2.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76623/724-60 - Dienstjaar 2018

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77123/744-51 - Dienstjaar 2018

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77323/744-51 - Dienstjaar 2018

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84423/744-51 - Dienstjaar 2018

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 87923/744-51 - Dienstjaar 2018

36.900,00€ (BTW Inbegrepen) -> Totaal

Financiering: Lening

Punt nr 086 – College dd. 03.04.2018

### **Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van twee biometrische packs type "Mono Box" voor de dienst Bevolking.**

#### Offertebedrag en boeking :

11.845,90€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 087 – College dd. 03.04.2018

Gelet op de artikelen 117 en 234 paragraaf 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers :

### **Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van elektrische**

**materieel voor de gebouwen.**

Ramend bedrag en boeking:

Begrotingsartikel 30023/744-51 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 72123/724-60 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 72223/724-60 : 7.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 73423/744-51 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 76223/724-60 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 76423/724-60 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 76623/724-60 : 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 77123/744-51 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 77323/744-51 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 84423/744-51 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Begrotingsartikel 87923/744-51 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 30.500,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 081 – College dd. 13.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van een Combo Smart ePasseport Reader.**

Offertebedrag en boeking :

1.403,60€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 083 – College dd. 13.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van het kunstwerk "10 Kasim ATAM" van Duran Kadir "DKA".**

Offertebedrag en boeking :

350,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77010/749-51 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 084 – College dd. 13.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht van werken voor het saneren van een huis ten gevolge van de aanwezigheid van houtrot.**

Offertebedrag en boeking :

39.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 243-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 089 – College dd. 20.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de werken van "relighting" in het gemeentehuis.**

Ramend bedrag: 26.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 13752/724-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 090 – College dd. 20.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een betaaloplossing voor de dienst Opvoeding.**

Ramend bedrag: 700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 091 – College dd. 20.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van een voertuig type gesloten bestelwagen voor de dienst Economaat en de overname van het oude voertuig.**

Aankoop van een voertuig type gesloten bestelwagen

Ramend bedrag : 75.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 13523/743-52- Dienstjaar 2018

Financiering : Lening ter hoogte van 74.500,00€ en 500,00€ door de overname

Overname van het oude voertuig

Ontvangst van 500,00€ op het begrotingsartikel 13523/773-52 - Dienstjaar 2018

Punt nr 101 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de vervanging van de compressor gebruikt door de dienst Beplantingen.**

Ramend bedrag: 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 76657/744-51 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 103 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van afsluitingen.**

**Hoofdstuk 1: Buurthuis Plato.**

**Hoofdstuk 2: Kleuterschool Germinal.**

**Hoofdstuk 3: Park Marne.**

Ramend bedrag en Boeking:

Hoofdstuk 1 : 2.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30002/725-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 2 : 4.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72102/725-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 3 : 4.700,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76602/725-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 104 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie- en herstellingswerken van de zonnepanelen.**

**Hoofdstuk 1 : Gemeentelijke scholen.**

**Hoofdstuk 2 : Buurthuis Plato.**

**Hoofdstuk 3 : Gemeentelijke kinderdagverblijven.**

Ramend bedrag:

Hoofdstuk 1 : Gemeentelijke scholen : 16.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2 : Buurthuis Plato : 2.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 3: Gemeentelijke kinderdagverblijven : 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 19.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking

Hoofdstuk 1: Begrotingsartikel 72202/724-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 2: Begrotingsartikel 30002/724-60 - Dienstjaar 2018

Hoofdstuk 3: Begrotingsartikel 84402/724-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 105 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de plaatsing van kranen voor het kuisen van de gemene delen van de flatgebouwen Stuckensstraat 47 en Hauwaertssquare 28.**

Ramend bedrag: 4.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 243-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf – Dienstjaar 2018

Financiering: Eigen fondsen  
Punt nr 106 – College dd. 27.03.2018

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de herstelling van het afzuigsysteem van de laspost gebruikt door de smid.**

Offertebedrag en boeking :

2.178,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13823/724-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 076 – College dd. 03.04.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van een software voor het beheer van kandidaturen/aanwervingen.**

Ramend bedrag: 10.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 082 – College dd. 03.04.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de realisatie van een studie voor een verkennend bodemonderzoek voor de inplanting van een klein gebouw in het St-Vincentiuspark.**

Ramend bedrag en boeking:

34.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76402/722-60 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening  
Punt nr 084 – College dd. 03.04.2018

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van elektrische materieel.**

**Perceel 1 : Kleine keukenmaterieel**

**Perceel 2 : Frietketels**

**Perceel 3 : Andere**

**Perceel 4 : Huishoudtoestellen**

**Perceel 5 : Horeca materieel**

**Perceel 6 : Vaatwasser**

**Perceel 7 : Koelkasten & diepvrieskasten**

Ramend bedrag en boeking :

1.700,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13701/744-51 - Dienstjaar 2018

1.970,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13701/744-98 - Dienstjaar 2018

2.520,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30001/744-51 - Dienstjaar 2018

1.135,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30001/744-98 - Dienstjaar 2018

1.445,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 70001/744-51 - Dienstjaar 2018

1.020,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 70001/744-98 - Dienstjaar 2018

2.520,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84401/744-51 - Dienstjaar 2018

335,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84401/744-98 - Dienstjaar 2018

12.645,00€ (BTW Inbegrepen) – Dienstjaar 2018

Financiering : Lening

Punt nr 085 – College dd. 03.04.2018

### **Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van sanitair en verwarmingsmateriael voor de gebouwen in 2018.**

#### Ramend bedrag en boeking:

6.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13823/724-60 - Dienstjaar 2018

3.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30023/744-51 - Dienstjaar 2018

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72123/724-60 - Dienstjaar 2018

7.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72223/724-60 - Dienstjaar 2018

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 73423/744-51 - Dienstjaar 2018

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76223/724-60 - Dienstjaar 2018

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76423/724-60 - Dienstjaar 2018

2.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76623/724-60 - Dienstjaar 2018

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77123/744-51 - Dienstjaar 2018

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77323/744-51 - Dienstjaar 2018

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84423/744-51 - Dienstjaar 2018

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 87923/744-51 - Dienstjaar 2018

36.900,00€ (BTW Inbegrepen) -> Totaal

Financiering: Lening

Punt nr 086 – College dd. 03.04.2018

### **Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van twee biometrische packs type "Mono Box" voor de dienst Bevolking.**

#### Offertebedrag en boeking :

11.845,90€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13915/742-53 - Dienstjaar 2018

Financiering: Lening

Punt nr 087 – College dd. 03.04.2018.

De Raad neemt kennis.

26.04.2018/A/0013 **Fixation des conditions d'un marché de travaux pour la construction de l'extension de l'école Everheide.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le souhait de construire une nouvelle extension de l'école Everheide sur le terrain à l'angle des rues P. Van Obberghen et P. Mattheusens à 1140 Evere;

Vu l'adoption du Plan Ecoles par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 04.02.2014;

Vu l'attribution par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 08.11.2016 d'une mission d'auteur de projet pour la construction de l'extension de l'école fondamentale Everheide sur le site de l'ancienne école 2, à l'Association momentanée FHW Architectes - Bureau d'études Matriche;

Vu le dossier de demande de permis d'urbanisme introduit auprès de la Direction de l'Urbanisme et déclaré complet en date du 15 juin 2017;

Vu le permis d'urbanisme délivré le 31 janvier 2018 par le fonctionnaire délégué;

Considérant que la Vlaamse Gemeenschapcommissie (VGC-Agion) a donné un avis de principe favorable à la subsidiation de ces travaux à hauteur de 3.100.000,00€ maximum;

Considérant que le projet bénéficie en outre d'un subside de 151.650,00€ en tant que lauréat de l'appel à projet Be-exemplary 2017;

Proposition de lancer un marché de travaux pour la construction de l'extension de l'école Everheide;

Vu le cahier spécial des charges, les plans et le montant estimatif des travaux projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 3.900.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 3.900.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 72202/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2018;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure ouverte publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques relatif à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice

de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 al. 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le cahier spécial des charges, les plans et le montant estimatif pour la construction de l'extension de l'école Everheide.

**Article 2 :**

De retenir la procédure ouverte comme mode de passation du marché.

**Article 3 :**

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

**Article 4 :**

De comptabiliser la dépense de 3.900.000,00€ à l'article budgétaire 72202/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2018.

**Article 5 :**

De financer la dépense par un subside de la VGC-Agion d'un montant de 3.100.000,00€ à comptabiliser à l'article budgétaire 72202/681-51 pour l'exercice 2018.

**Article 6 :**

De financer la dépense par un subside de Be.exemplary d'un montant de 151.650,00€ (à incorporer au budget 2018 via modification budgétaire) à comptabiliser à l'article budgétaire 72202/661-51 pour l'exercice 2018.

**Article 7 :**

De financer le solde de la dépense par un emprunt d'un montant de 648.350,00€.

**Article 8 :**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van werken voor het bouwen van de uitbreiding van de school Everheide.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wens om een uitbreiding aan de school Everheide te bouwen op het terrein gelegen op de hoek van de straten P. Van Obberghen en P. Mattheussens te Evere;

Gelet op de goedkeuring van de Scholenplan door het College van Burgemeester en Schep en tijdens haar zitting van 04.02.2014;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schep en om de volledige opdracht van projectontwerper voor het bouwen van een uitbreiding van de school Everheide op de site van de oude school 2 aan de Tijdelijke vereniging FHW Architecten - Studie bureau Matriche toe te kennen;

Gelet op het aanvraagdossier van een stedenbouwkundige vergunning bij de Directie van Stedenbouw en volledig verklaart op datum van 15 juni 2017;

Gelet op de bouwvergunning afgelverd op 31 januari 2018 door de afgevaardigde ambtenaar;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapcommissie (VGC-Agion) een gunstige principeadvies afgegeven heeft om de werken te subsidiëren ter hoogte van maximum 3.100.000,00€;

Overwegende dat het project bovendien een subsidie van 151.650,00€ ontvangt als laureaat van het projectoproep Be.exemplary 2017;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor het bouwen van de uitbreiding van de school Everheide;

Gelet op het bestek, de plannen en het ramend bedrag van de geplande werken;

Gezien de raming van deze opdracht van 3.900.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 3.900.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 72202/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2018;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een openbare procedure gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;



Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Het bestek, de plannen en het ramend bedrag voor het bouwen van de uitbreiding van de school Everheide aan te nemen.

**Artikel 2 :**

De openbare procedure als gunningswijze te weerhouden.

**Artikel 3 :**

De opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen;

**Artikel 4 :**

De uitgave van 3.900.000,00€ op het begrotingsartikel 72202/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2018 te boeken.

**Artikel 5 :**

De uitgave te financieren met een subsidie van de VGC-Agion voor een bedrag van 3.100.000,00€ en te boeken op begrotingsartikel 72202/681-51 van het dienstjaar 2018.

**Artikel 6 :**

De uitgave te financieren met een subsidie van Be.exemplary voor een bedrag van 151.650,00€ (in te brengen in de begroting 2018 via begrotingswijziging) en te boeken op begrotingsartikel 72202/661-51 van het dienstjaar 2018.

**Artikel 7 :**

Het saldo van de uitgave met een lening van 648.350,00€ te financieren.

**Artikel 8 :**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

**SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT**

26.04.2018/A/0014 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.03.2018 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
28 votants : 28 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 29.03.2018 - Goedkeuring.**

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

26.04.2018/A/0015 **Question d'actualité inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 25 avril 2018 de Madame Véronique Mbombo Tshidimba, Conseillère communale. – Les chiens brûlés aux pattes au complexe sportif d'Evere.**

Le week-end dernier, les promeneurs d'animaux de compagnie au complexe sportif de notre commune se sont plaints de brûlures constatées aux pattes de leurs chiens.

Cette information et ces plaintes ont été relayées dans la presse en début de semaine, avec images à l'appui.

Ces personnes rapportent qu'après investigation, des sachets de poudre blanche auraient été retrouvés dans le parc du complexe sportif.

Interrogé, l'échevin en charge des espaces verts aurait dans un premier temps déclaré qu'un produit a été pulvérisé mais que celui-ci n'était pas nocif pour les animaux, avant de se rétracter et d'annoncer que finalement aucun produit n'avait été utilisé pour le nettoyage ou l'entretien du parc en question.

Outre les produits signalés dans la nature, on signale la présence des chenilles processionnaires dans le parc, réputées dangereuses non seulement pour la santé des animaux mais aussi pour celle des êtres humains.

Pouvez-vous nous dire si un produit a-t-il été pulvérisé dans ce parc et lequel? Figure-t-il parmi les produits interdits d'utilisation par la Région bruxelloise?

La présence des chenilles processionnaires dans le parc est-elle avérée par un spécialiste en papillons ou pas?

Pouvez-vous rassurer les promeneurs, mais aussi toutes personnes qui fréquentent le complexe sportif quant à la non dangerosité de ses espaces?

Nous vous remercions pour vos réponse.

---

**Actualiteitsvraag ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 25 april 2018 van Mevrouw Véronique Mbombo Tshidimba, Gemeenteraadslid. – De poten van honden verbrand in het sportcomplex van Evere.**

*Monsieur A. Ince, échevin, donne lecture de la réponse dont le texte est repris ci-dessous.*

*Madame la Conseillère communale,*

*En réponse à votre question d'actualité reçue par courriel ce mercredi 26 avril en matinée concernant*  
*1/ l'emploi de produits chimiques interdits,*  
*2/ les chiens brûlés aux pattes,*  
*3/ la présence de sachets de poudre blanche,*  
*4/ la présence de chenilles processionnaires,*  
*dans nos parcs et jardins, en particulier dans le parc du complexe sportif, veuillez trouver ici réponse à vos questions ou demandes d'information.*

***1/ En ce qui concerne l'emploi de produits chimiques interdits:***

*Aucun produit nocif ou dangereux n'est employé à la Commune dans le cadre de l'entretien de nos plantations partout dans la commune d'Evere, et ce depuis de nombreux mois. L'agent communal qui aurait affirmé cela est certainement très mal informé.*

*Pour le traitement des « mauvaises » herbes nous utilisons depuis peu une machine de marque Elmo; c'est un traitement à l'eau chaude avec un adjuvant à base de maïs; une mousse chaude est ainsi formée avec de l'eau à 90°; le simple fait de la pulvériser fait immédiatement tomber sa température à 30°; ce procédé est complètement inoffensif, sans aucun produit chimique et donc sans aucun danger.*

*De surcroît, il est aisé de vérifier par notre comptabilité, car pour utiliser ces produits il nous faudrait d'abord les acheter !*

***2/ En ce qui concerne des plaintes rapportées par des promeneurs portant sur des brûlures aux pattes de leurs chiens :***

*Nous nous permettons de résumer l'avis de Mme Nolf, porte-parole de Veeweyde : « cela dépend des saisons : en hiver cela peut provenir du sel répandu dans les rues, en été, des fortes chaleurs; un test par le maître avec le dos de la main pour évaluer la température du sol est une précaution à prendre ».*

***3/ En ce qui concerne la présence de sachets de poudre blanche :***

*Nous notons que le conditionnel est utilisé dans votre question. Pour notre part, aucune trace de sachet de poudre blanche – potentiellement suspect- n'a été repérée par nos agents.*

***4/ En ce qui concerne la présence de chenilles processionnaires :***

*Cette présence de chenilles processionnaires est à ce jour imaginaire.*

*La seule chenille présente dans le parc du Complexe sportif pour le moment est la chenille des buis qui fait un ravage dans tout Bruxelles.*

*Veuillez noter que, comme dit plus haut, puisque nous n'utilisons aucun produit interdit, les buis seront rapidement sans feuilles et il faudra tous les enlever (nous avons déjà commencer à l'enlèvement à plusieurs endroits).*

***Pour conclure :***

*Nous pouvons vous rassurer ainsi que les promeneurs : il n'y a à ce jour dans nos parcs et jardins aucun danger du fait de l'entretien de nos plantations.*

Levée de la séance à 21:30  
Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,  
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet